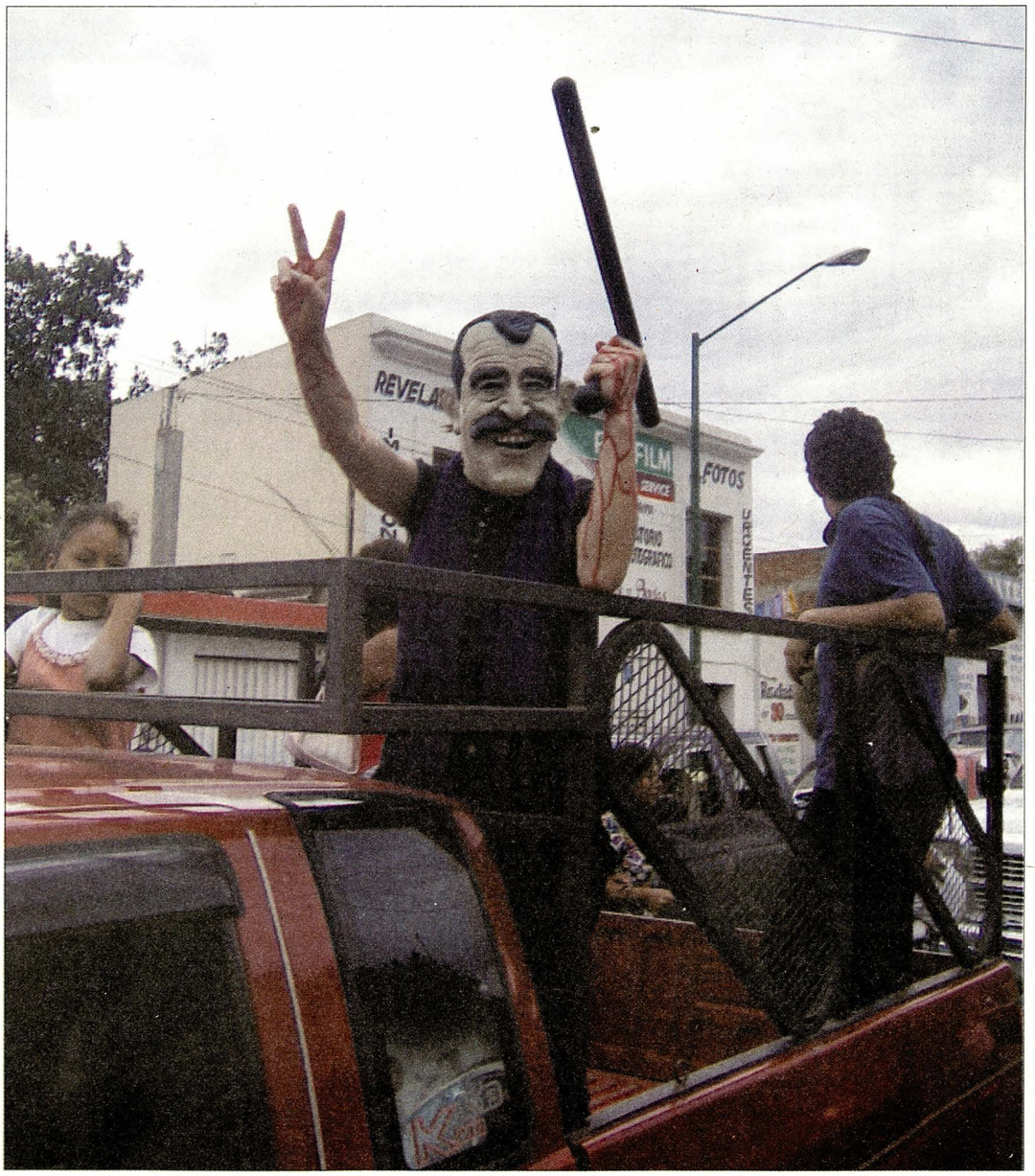
le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

L'Amérique latine en ébullition



Oaxaca
La lutte continue
page 3

Nicaragua
Jesus remplace Marx
page 9

Costa-Rica
Les anarchistes se réveillent
page 14

M 02137 - 1455 - F: 2,00 €
2€
ISSN 0026-9433

« J'ai froid, dit le pauvre. C'est la saison qui veut cela, dit le riche.. »
Jules Renard

hebdo n° 1455
du 16 au 22 novembre 2006

Sommaire

L'autruche des campagnes contre les campagnes, par F. Ladrisse, *page 5*

Brèves de combat, *page 6*

Les travailleurs **dans les pommes,** par Michel B., *page 7*

De la Confédération internationale du travail, par Fabrice et J.-P. Germain, *page 8*

Nicaragua: le sandinisme dans tous ces États, par Jimma, *page 9*

Jérusalem contre les homos, par F. Roux, *page 10*

De l'incursion militaire, par B. Noël, *page 11*

Liban et pétrole, par É. Vilain, *page 13*

Costa Rica: vers une Fédération anarchiste, *page 14*

Objection de conscience en Colombie, *page 14*

Le problème de l'eau en Espagne, par E. Villaverte, *page 15*

La stratégie de la grenouille, par N. Potkine, *page 17*

Le cinéma de **Nacer Khemir,** par H. Hurst, *page 18*

Éric Mie, nouvel album, par Paco, *page 19*

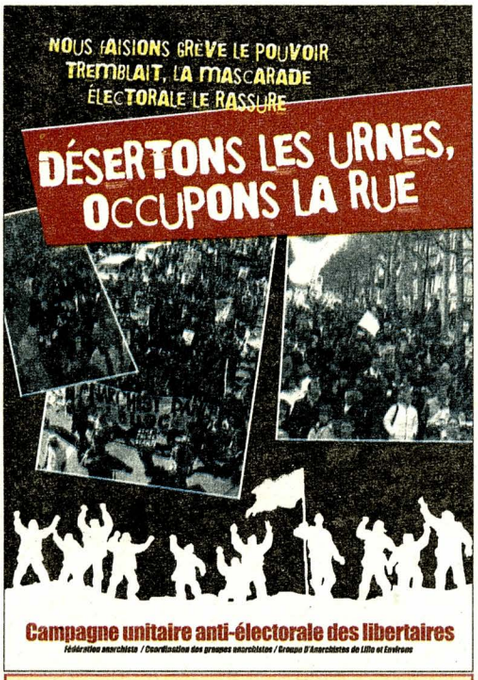
Le Culte de la charogne, par C. Duval, *page 20*

Histoire de *Blues en liberté,* par T. Porré, *page 20*

Autour de la **révolution espagnole** à Nîmes, *page 21*

Radio libertaire, *page 22*

Agenda, *page 23*



Les affiches de la campagne unitaire anti-électorale des libertaires (en quatrième de couverture du *Monde libertaire* numéro 1454) sont disponibles au prix de 1,50 euro les 10 exemplaires, 7,50 euros les 50, 15 euros les 100... Les frais de port sont inclus, passez vos commandes en écrivant à la Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Pendant que nos primates politiciens caracolent sur la piste du grand cirque électoral, se jetant des quilles dans les pattes pour essayer de se faire mutuellement trébucher, la vie sociale continue. Ignorant complètement ces tristes clowns qui cherchent à racoler les gogos en les amusant de leurs joutes verbales et pirouettes idéologiques, les acteurs de l'oppression économique licencient à cœur joie au gré des spéculations boursières et des marchés mondiaux. Les centrales syndicales cherchent à gagner de l'influence dans les instances internationales en s'alliant entre frères autrefois ennemis et aujourd'hui unis dans un objectif commun, la cogestion du marché du travail en collaboration avec les ennemis de classes de ceux qu'ils sont censés représenter.

En Amérique latine, une faible lueur d'espoir luit au fond des ténébreuses perspectives que nous offrent les tenants d'un libéralisme effréné qui actuellement tiennent les rênes de l'économie mondiale. Des populations se rebellent, fatiguées qu'elles sont d'être exploitées à outrance, écrasées par la pauvreté. Aucun signe précurseur d'une révolution ne semble visible, seulement une volonté de changement exploitée la plupart du temps par d'ex-révolutionnaires mis au rencard et par les différentes sectes religieuses avides d'âmes en détresse. Certains cependant, au sein de ce cloaque, résistent tant bien que mal pour rester maîtres de leur destinée, telles les populations de l'État mexicain du Chiapas qui luttent depuis plus de dix ans et, depuis quelque temps, les populations de l'État d'Oaxaca, au Mexique lui aussi, qui cherchent à se libérer de la tyrannie de leur gouverneur, Ulises Ruiz. La résistance continue malgré la répression de la police fédérale qui depuis plus de deux semaines encercle la ville, secondée par les paramilitaires qui patrouillent avec leurs camions - enlevant les militants sur les barricades afin de les tabasser, parfois à mort.

Au Moyen-Orient, l'État-brigand d'Israël poursuit ses intrusions meurtrières dans les territoires palestiniens, sans aucun état d'âme face aux massacres de femmes, d'enfants ou de vieillards. Au nom d'une autodéfense rendue nécessaire par sa propre attitude offensive.

Pour résumer: tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles!

Oaxaca
Chronique d'une lutte

Annick Stevens

au Mexique. Le 9 novembre

VENDREDI 27 OCTOBRE des hommes armés en civil tirent contre les barricades et tuent trois personnes dont un journaliste new-yorkais d'Indymedia.

Soi-disant pour rétablir l'ordre, le dimanche 29 octobre, à partir de 14 heures, 4000 policiers de la PFP (Policia Fédéral Preventiva) s'avancent vers le centre d'Oaxaca, détruisent les barricades, repoussent les occupants avec camions à eau, gaz lacrymogènes et tirs d'armes à feu. Derrière les barricades, des vieilles femmes ravitaillent en pierres les jeunes qui les lancent sur les policiers. Certains militants avaient d'abord tenté de dialoguer avec ceux-ci: « Puisque vous êtes aussi foutrement baisés que nous, pourquoi vous nous faites ça et vous ne nous débarrassez pas d'Ulises? » Alors que le zocalo est déjà occupé par la PFP, des centaines d'habitants s'y dirigent en famille et s'y installent comme chaque dimanche. Cette première journée d'assaut cause trois morts civils: un infirmier, un professeur et un enfant.

Tout l'après-midi, la direction de l'Appo n'a cessé d'essayer de contacter par téléphone la Secretaria de Gobernacion, ministère fédéral responsable de la police, en vain. Ils insistent dans tous leurs communiqués pour que les Mexicains et les citoyens du monde entier comprennent bien que ce n'est pas l'Appo qui a rompu le dialogue. Ils accusent le président Fox d'avoir choisi la répression violente malgré ses déclarations lénifiantes de solution pacifique, et dans la foulée accusent Felipe Calderon (futur président élu frauduleusement) de complicité: « Pauvre petit Calderon. Après ce qu'il a fait aujourd'hui, avant d'être président, il ne va pas poser un pied à Oaxaca durant tout son mandat. »

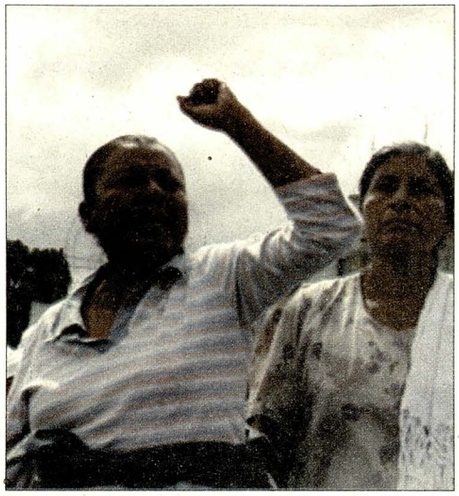
À 19 heures, l'Appo abandonne le centre et se replie dans la cité universitaire. La répression se poursuit pendant la nuit, dans la ville et dans les colonies proches, et une cinquantaine de militants sont arrêtés à leur domicile.

La radio universitaire est la dernière radio qui subsiste aux mains des sympathisants de l'Appo: des étudiants l'occupent depuis six mois avec le consentement tacite du rectorat. Elle sert de moyen de transmission d'urgence: demandes d'envoi de médecins, de renforcement d'une barricade, etc. Entre ces communiqués et les chants révolutionnaires, elle diffuse les messages de solidarité qui affluent du monde entier.

Le recteur de l'université autonome Benito Juarez de Oaxaca (UABJO), Francisco Martinez Neri, exprime officiellement son inquiétude quant au risque de violences contre la communauté universitaire et condamne d'avance toute tentative de prise du campus par les policiers. Il appelle à la résolution de conflits par le dialogue et la négociation, selon la tradition démocratique d'un État de droit.

Les étudiants et les militants de l'Appo renforcent la défense de l'accès à la radio et préparent leurs armes: pierres et lance-pierre, cocktails Molotov, « basukas » (tube de PVC rempli de poudre à pétards) – « une authentique métaphore de David et Goliath » commente un journaliste de *la Jornada*.

Le jeudi 2 novembre la PFP donne l'assaut à l'université, malgré le refus très clair du recteur qui rappelle que la loi mexicaine interdit l'incursion des forces de l'ordre dans les universités autonomes, à moins qu'elles ne soient appelées par le rectorat. Les résistants sont environ 50000, tous les



habitants du quartier et les étudiants s'étant massés autour du campus pour le défendre. Après sept heures d'affrontements très violents, la PFP doit se retirer sans avoir réussi à atteindre le cœur du campus. Officiellement, ils diront qu'ils « n'ont jamais essayé d'entrer »! Les résistants déplorent cependant une vingtaine de morts, une centaine de blessés, plus de 120 prisonniers et de nombreux disparus.

Solidarité nationale et internationale

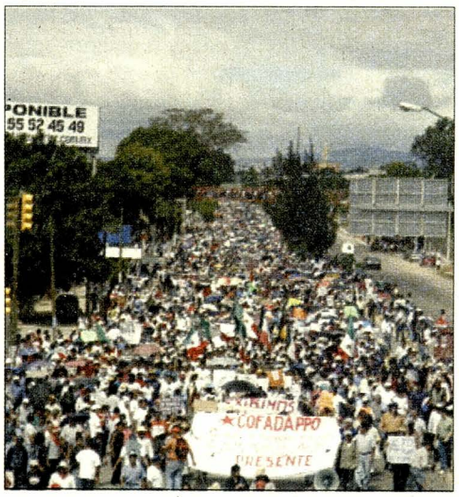
Les marques de soutien et d'appui surgissent de tout le pays ainsi que de nombreux pays d'Amérique et d'Europe. La « otra campana » des zapatistes, qui se trouve dans le Nord, ainsi qu'une multitude d'associations indigènes appellent à bloquer routes, autoroutes et ponts. Ils invitent à organiser une grève nationale le 20 novembre. La communauté La Abeja organisera le 9 novembre une caravane depuis le Chiapas pour apporter vivres et médicaments à Oaxaca. Tous les communiqués montrent la même conscience de lutter contre les mêmes exploiteurs, les mêmes dominateurs voleurs de terres et de ressources naturelles, corrompus et assassins.

Dans l'État d'Oaxaca comme dans les autres États de la République, quand on parle avec les gens dans la rue, tous ont la même indignation à l'égard de cet assassin qui se cramponne au pouvoir au prix de dizaines de morts, et beaucoup ont la conviction que les années de soumission sont terminées, que maintenant le peuple ne se laissera plus tromper ni abuser.

Dans le monde, des manifestations et occupations ont eu lieu devant les ambassades et consulats du Mexique, notamment à Vancouver, Los Angeles, Boston, Chicago, Lima, Londres, Madrid, Barcelone, Milan et d'autres villes d'Italie.

La situation sur place

Le samedi 4, une partie des personnes arrêtées a été libérée; toutes se plaignent de tortures physiques et psychologiques. L'armée occupe la ville et a même reçu 2 000 effectifs supplémentaires pour assurer son omniprésence. On dégage progressivement les carcasses de véhicules brûlés, les commerces rouvrent timidement, craignant encore des incursions de tireurs « non identifiés ». Radio Universidad est toujours gardée par des barricades, l'état d'alerte se maintient (vendredi matin un groupe d'hommes armés a tiré sur les antennes mais sans les endommager suffisamment pour arrêter les émissions).



Dimanche 5, des dizaines de milliers d'habitants venant de l'État d'Oaxaca et d'autres États ont formé une gigantesque marche vers la capitale de l'État pour exiger à la fois la destitution du gouverneur et le retrait des forces de police, au cri de: « Oaxaca n'est pas une caserne: dehors l'armée! » Il n'y a pas eu de nouveaux affrontements avec la PFP, qui s'est contentée de suivre la caravane et de l'observer.

Mercredi 8, l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca doit remettre une proposition au gouvernement fédéral dans laquelle elle demande la destitution de plusieurs hauts mandataires de l'administration Ruiz, comme condition pour entamer des négociations avec le ministre de l'Intérieur.

Les étudiants estiment nécessaire de maintenir les barricades qui défendent l'université et la radio. En effet, la situation est toujours dangereusement tendue : des agressions sporadiques de la part de policiers ont encore eu lieu contre des indigènes ou contre des habitations ; la radio du gouvernement, Radio Ciudadana, continue à émettre des appels à la haine contre les professeurs et les militants de l'Appo ; des inconnus encagoulés ont détruit un fast-food à coups de cocktails Molotov.

La Chambre des députés a refusé au président l'autorisation de partir en voyage officiel au Vietnam et en Australie, estimant que la gravité de la situation requérait sa présence dans le pays. Un député de son propre parti s'est demandé non sans humour : « Pourquoi veut-il aller au Vietnam puisqu'il a le sien ici ? »

Avancées politiques

Les choses semblent cependant avancer politiquement: la Procudaria Général de la Republica (la plus haute instance de justice) a ordonné une enquête sur les relations entre le PRI local et les groupes paramilitaires; un haut fonctionnaire a été envoyé à Oaxaca par le secrétaire de gouvernement Carlos Abascal Carranza (l'équivalent du premier ministre) pour favoriser les négociations et pour rencontrer notamment le recteur de l'université. Le fonctionnaire a assuré à celui-ci qu'« il n'a jamais été dans les objectifs de la PFP ni dans les plans de l'opération d'entrer dans aucun espace appartenant à l'université. Nous devons assurer la préservation de son autonomie ». Le gouvernement a assuré qu'il n'interviendrait pas dans la programmation de Radio Universidad, qui jouit de l'autonomie de l'université. D'autre part, il a fait savoir que c'était au PRI de demander à Ulises Ruiz de se retirer. Les députés et sénateurs ont également exhorté le gouverneur Ruiz « à une réflexion sur sa capacité à gouverner ». En fait, le PRI est divisé, une partie de ses membres ne voulant plus soutenir le gouverneur.

Complètement en décalage avec la situation, le Syndicat national des enseignants (SNTE), dirigé par la priiste Elba Esther Gordillo, reproche au gouvernement de mener des négociations avec la section XXII qui ne jouit d'aucun statut juridique, au lieu de les mener avec la direction nationale du syndicat.

La double position de l'Église

Comme il est bien connu, en Amérique latine, une partie de l'Église est très engagée à gauche tandis qu'une autre, principalement la hiérarchie, s'affiche à droite. On en constate un nouvel exemple avec la confrontation entre le

président de la Conférence de l'épiscopat mexicain, qui donna son aval à l'intervention de la PFP, et les nombreux prêtres de l'État qui lui ont demandé d'expliquer ou de rectifier cette position. Dans un communiqué, les prêtres l'interpellent ainsi : « Nous ne doutons pas de la sagesse de nos évêques ni de leur capacité à discerner les signes des temps ; c'est pourquoi nous nous demandons : en réalité, ne pouviez-vous prévoir que ce que cherchait le gouvernement fédéral c'était une bénédiction pour la répression ? » De même, la messe du dimanche 5 dans la cathédrale de Mexico a été interrompue par des centaines de personnes pour protester contre le soutien que l'archevêque Norberto Rivera avait déclaré en faveur de l'intervention policière.

Attentats à la bombe dans la ville de Mexico

Dans la nuit du 5 au 6, peu après minuit, trois explosions de bombes artisanales ont ébranlé la capitale, la première dans une succursale de banque, la deuxième au tribunal électoral, la troisième au siège du PRI. Des précautions avaient été prises pour qu'il n'y ait pas de victimes : un appel téléphonique avait averti la police du secteur et une pancarte « Danger : bombe » avait même été apposée sur la porte d'une autre banque, où se trouvait une quatrième bombe qui n'a pas explosé. Ces attentats ont été revendiqués en commun par cinq groupes de guérilla : le Mouvement révolutionnaire Lucio Cabanas Barrientos (MR-LCB), la Tendance démocratique révolutionnaire - Armée du peuple (TDR-EP), l'Organisation insurgée 1er-Mai, la Brigade de justice 2-Décembre et les Brigades populaires de libération. Ces organisations avaient déjà annoncé à la presse le mois dernier qu'elles passeraient à l'action si la police fédérale réprimait violemment la contestation à Oaxaca. Dans leur communiqué, elles reprennent les revendications de l'Appo et dénoncent en outre la fraude électorale et « la violence néolibérale institutionalisée ».

Malgré cette revendication, les autorités judiciaires n'excluent pas la possibilité que ces groupes ne soient pas les auteurs des attentats mais « profitent de l'opportunité pour se montrer ». En tout cas, aucun mandataire judiciaire ou politique n'accuse l'Appo ou le PRD d'en être responsable, comme on l'avait tout de suite craint. Le ministre de la Sécurité publique, Eduardo Molina Mora, a déclaré l'état d'alerte contre la menace d'autres attentats, ce qui consiste à renforcer la surveillance policière et militaire des ports, terminaux aériens et routes fédérales.

Le ministre de la Politique intérieure, Carlos Abascal, a déclaré dans une conférence de presse que le gouverneur d'Oaxaca, Ulises Ruiz, devait, ou bien parvenir à un pacte de gouvernement avec ses opposants et obtenir une trêve pour montrer qu'il était capable de gouverner, ou bien donner sa démission. Le ministre a refusé d'évoquer un possible chantage du PRI, qui menacerait d'être absent à la cérémonie d'investiture de Felipe Calderon.

Il a annoncé que, si le gouvernement fédéral n'avait pas le droit de destituer un gouverneur d'Etat, en revanche il existait des moyens légaux pour le contrôler : 1. un audit de la gestion des ressources fédérales reçues par l'Etat ; 2. une enquête judiciaire sur la responsabilité du gouverneur dans les violences perpétrées par des paramilitaires. Cependant, il s'est refusé à avancer une date pour le retrait de la police fédérale de la capitale oaxaquénienne, celle-ci étant, selon lui, nécessaire « pour garantir la sécurité des citoyens ».

Les actions futures

L'Appo appelle tous les groupes de lutte, formels ou informels, à envoyer des délégués à un congrès constitutif à Oaxaca, du 10 au 12 novembre, qui aura les objectifs suivants :

1. Constituer formellement l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca.
2. Discuter et approuver les statuts, principes, programme et propositions de l'Assemblée nationale des peuples d'Oaxaca.
3. Elire le premier Conseil national des peuples d'Oaxaca, qui sera l'organe de coordination et de représentation de l'Appo.
4. Approuver le plan d'action à court, moyen et long terme.

L'organisation souligne à cette occasion que sa lutte ne se limite pas à chasser « le tyran Ruiz » mais a pour objectif de transformer profondément l'organisation politique de l'Etat pour répondre aux demandes des peuples qui l'habi-

Quand l'autruche éternue...

Mister Univers

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je ? Le petit Nicolas, pas Sarko, l'autre, le Hulot, le salarié de TF1, qui, attisant les convoitises à droite comme à gauche, continue de jouer les bêcheuses. **« Je n'ai pas envie de me présenter, mais j'irai jusqu'au bout »,** a osé notre oiseau. De Fabius, qui ferait bien de lui un « vice-Premier ministre » (bin voyons) à Villiers se laissant aller : **« J'accueillerai Nicolas Hulot, s'il prend contact avec moi, avec beaucoup de disponibilité »** (tu m'étonnes !), c'est toute la crasse politique qui en est à courtiser l'écolo de chez Bouygues. Et lui de leur répondre, royal (si j'ose dire) : **« Mon idéologie, c'est le pragmatisme. »** C'est ce que disent tous les types de droite.

Un qui n'a pas honte et y va, c'est Jean-Pierre Chevènement. **« Notre pays va mal, la France fout le camp »,** a lancé le lionceau de Belfort. Cette déclaration qui fleure bon le comptoir semble devoir lui servir de programme. **« Je pense que ma voix est nécessaire »,** a ajouté le miraculé. Ouais c'est ça, ferme un peu ta gueule, et remet-nous une tournée...

Non, le véritable changement, la révolution, c'est à gauche de la gauche de la gauche qu'il nous faut la chercher. **« Partez à la conquête des usines et des villages,** s'est exclamé Bové, **et de tous ces électeurs qui ne croient plus en rien ! »** Du Mao dans le texte...

Encore Bové avait-il l'excuse de sortir de 48 heures de garde à vue, ce qui peut expliquer son exaltation passagère. Mais que penser de Mme Royal ? **« Je veux que l'Europe se redresse, je veux reprendre le talisman de François Mitterrand. »** D'accord, oui c'est ça, le talisman... Tiens, une pelle, t'as plus qu'à creuser.

Parmi les sociaux-traîtres il en est néanmoins certaines qui ont gardé le sens commun. Ainsi Élisabeth Guigou, mais si, rappelez-vous, la blondasse bécébégé, constatant dernièrement : **« J'ai fait le choix de Lionel Jospin, c'est un peu tombé à l'eau. »** C'est le moins qu'on puisse dire. Pour le poste de vice-premier ministre, en voilà une qui devra un peu patienter.

Qu'elle s'inspire donc de l'exemple de Hillary Clinton, laquelle piaffe aux portes de la Maison-Blanche depuis dix ans ! Réélue triomphalement sénatrice, Hillary s'est lâchée : **« Je me suis prononcée pour le changement... sauf en ce qui me concerne, bien entendu. »** Aux États-Unis, c'est cela qu'on appelle l'humour.

Bush junior lui, rit jaune. Mais malgré la raclée qu'il vient de prendre aux élections, Tony Snow, son porte-parole, s'est voulu rassurant. **« Le président n'est pas le genre de personne à s'assombrir. »** Nous voilà rassurés.

S'assombrir pour si peu ce serait il est vrai dommage, tant la victoire des démocrates représente un non évènement. Celle du gouverneur de Californie, au premier tour et largement, peut par contre et à juste titre inquiéter, puisqu'il est entendu qu'un jour prochain ce dingue sera élu Mister Univers. **« Je vais protéger vos valeurs, je vais protéger vos rêves »,** a déclaré Schwarzenneger. Touche à ton cul, Schwarzy, mais t'occupe pas du mien !

Frédo Ladrisse

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

brèves de combat

Le train-train de la peur

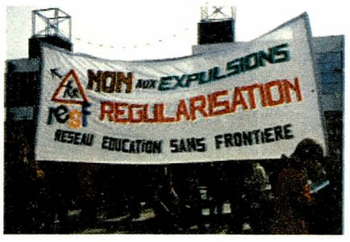
Fin octobre : le matériel roulant dernier cri destiné à renouveler le parc de la SNCF en Ile-de-France à partir de 2009 a été présenté à la presse avec force son et lumière… et petits fours. Parmi les points forts soulignés (larges portes, consommation électrique contrôlée, accroches vélos, etc.) un surprend pour sa motivation : « des accoudoirs entre les sièges afin de ne pas risquer d'effleurer son voisin ». Voilà comment on instille la peur de l'autre ! Et pour les voyageurs entassés debout aux heures de pointe, à quand les accoudoirs portatifs ?

Publicité répressive

Suite à une action réalisée par les Déboulonneurs de pub à Anduze (Gard) le 26 mai, deux d'entre eux, convoqués initialement le 8 décembre devant la justice à Alès, seront jugés au mois de mars 2007. Leurs complices comparaîtront volontairement avec leurs camarades qui encourent 15 000 euros d'amende et une peine de travail d'intérêt général. Ils ont déjà signifié aux pandores que jamais ils ne verseront un centime aux afficheurs dont les panneaux défigurent le paysage et nous agressent tous.

RESF : les luttes continuent

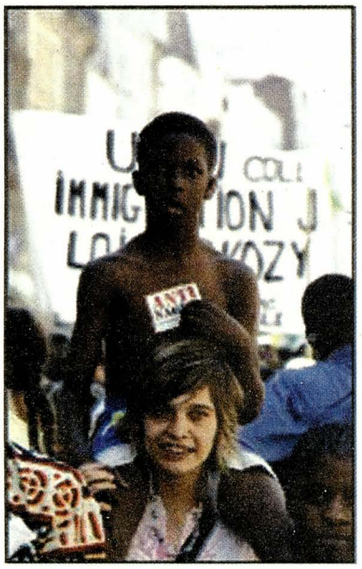
Le Réseau éducation sans frontières, malgré le nombre de cas d'expulsions scandaleuses, a cependant, souhaité annoncer deux bonnes nouvelles : M. Touré, père malien de deux fillettes dont une risquait l'excision si elle rentrait au Mali, a été libéré par le tribunal administratif du 78 : la salle était pleine de soutiens. D'autre part, la préfecture de la Marne a contacté le collectif de soutien de la famille congolaise interpellée dans des conditions scandaleuses (enfants menottés, mère enceinte rudoyée) pour demander qu'on cesse le bombardement



des mails et de fax : la famille ne sera pas inquiétée et sa situation va être réexaminée… À suivre de près… En tout cas, seules la mobilisation et la lutte payent !

Le PCF se réveille ?

Le PC s'est élevé contre un éventuel durcissement des conditions d'attribution des titres de séjour « vie privée et familiale », notamment pour les sans-papiers malades. Évoquant un projet de circulaire du ministre de l'Intérieur en ce sens, le Parti dénonce « l'obsession de Nicolas Sarkozy à faire du chiffre sur le dos des immigrés malades ». Et quand le PC passera-t-il aux actes et soutiens concrets dans les lieux de lutte ?



Des « associations antiracisme » racistes

Le 3 novembre 2006, le 9e collectif de sans-papiers décide d'occuper la Maison de la mixité, centre des associations Ni putes ni soumises et de SOS racisme, très proches du PS, pour demander le respect des femmes sans-papiers, qui subissent des violences du fait de leur statut et également alerter l'opinion publique et les associations censées se battre, entres autres, pour eux sur le niveau de vie des sans-papiers en général. Dès le début, des membres de Ni putes ni soumises commencent à provoquer 2 membres de la CNT, reconnus comme tels, tenant néanmoins un discours solidaire avec la lutte des sans-papiers… Mais ils démontrent vite le contraire. Plus tard dans la soirée, les provocations se dirigent vers les soutiens, qui seront les plus agressés verbalement. Cette nuit-là sera une nuit de violences verbales de toutes sortes, que devront subir toutes les personnes du collectif. Des jeunes arrivent, membres du PS. La milice de la gauche caviar est là pour intimider… Heureusement, en vain. Dès lors, les soutiens ne peuvent plus se déplacer dans la Maison de la mixité sans se faire siffler, insulter, et subir de basses moqueries, et ce jusqu'à la fin de l'occupation. L'un des jeunes de l'association sortira même : « Les Blancs avec les Blancs, les sans-papiers avec les sans-papiers. » Quel bel esprit de solidarité ! Un autre soutien, une femme qui a eu la chance d'avoir obtenu ses papiers et le courage, elle, de continuer à soutenir les sans-papiers, est menacé d'être giflé par le secrétaire général de Ni putes ni soumises, et cela devant les enfants. Belle leçon d'antiracisme…

Aux copains les plus offrants

Le projet de loi qui organise l'ouverture totale des marchés de l'énergie au 1er juillet 2006 et la privatisation de Gaz de France a été adopté définitivement par le Parlement, après le vote favorable du Sénat, le gouvernement ayant court-circuité l'examen ordinaire au Parlement pour acter la privatisation, avant l'avis de la Commission européenne sur la fusion GDF-Suez, le 14 novembre 2006. Le Sénat a approuvé le projet à une courte majorité. 170 sénateurs ont voté pour, 138 contre et 19 s'abstenant, sur 327 votants. Ce vote serré entame la légitimité du texte, qui doit encore être examiné devant le Conseil constitutionnel, saisi par les députés et sénateurs communistes et socialistes. C'est pas grave, si ces derniers reprennent le pouvoir par les urnes, ils n'auront plus qu'à confisquer les actions pour les redonner à leurs copains.

Le bagne de la pomme

Des dizaines de traitements sont infligées à ces misérables pommiers torturés (insecticides, fongicides, pesticides et autres produiticides qui nous suicident), même pendant la cueillette !

Début octobre, déjà un mois de bagne. Ce matin j'embauche sous une pluie battante. Aiguillonné par le chef d'équipe (le capot de service), à 8h00 pétantes j'ai déjà la première pomme à la main, c'est parti pour une journée de cueillette effrénée. Encaissé entre deux rangs de pommiers, l'ambiance est lugubrement grise. A force d'avoir les bras en l'air, l'eau s'infiltre par les manches... la pluie redouble encore, limite tropicale... vers 10 heures, trempé jusqu'au slip, l'ordre d'interrompre la cueillette est enfin tombé (la pluie, c'est pas bon pour les fruits), toute l'équipe est soulagée et renvoyée pour la journée sans aucune indemnité-intempérie car le saisonnier est flexible à souhait. Certains, venant de Poitiers, de Niort, auront fait deux heures de route pour travailler ces deux heures, ça couvre à peine les frais journaliers de ceux qui logent au camping sous tente humide, les affaires inséchables: c'est l'automne le plus pluvieux depuis longtemps. Avec le réchauffement climatique, ça promet.

Des dizaines de traitements sont infligées à ces misérables pommiers torturés (insecticides, fongicides, pesticides et autres produiticides qui nous suicident), même pendant la cueillette! Certains, plus sensibles, chopent des boutons et autres irritations, cette poudre qui s'envole des feuilles en bossant nous pique les yeux, ça tousse dans les rangs. J'ai même trouvé, sur un rang archisurtraité, une méga-pomme de 918 grammes, les feuilles et les pommes du bas étaient complètement brûlées par les produits, mais quand même ramassées pour la compote: si vous pouvez, évitez la compote industrielle.

Maintenant, causons du passage aux 35 heures. Avant, sur une journée de huit heures, deux pauses de quinze minutes étaient accordées (donc payées), pour un rendement journalier exigé de 4 boîtes de 300 kg. Maintenant la journée est passée à sept heures trente, les deux pauses – ramenées à dix minutes et imposées au coup de sifflet – sont rattrapées en fin de journée, donc pas payées, ce qui nous oblige à sept heures cinquante de présence sur le lieu de travail. Résultat: en temps de cueillette effective, nous sommes passés de 7h30 à... 7h30! Ce qui permet au patron d'exiger le même rendement qu'avant (4 boîtes), sauf que ça lui coûte une demi-heure de moins! et re! Moi, sur la journée, j'y gagne dix minutes de temps libre mais une une demi-heure de paye en moins: ça fait cher la minute libre, de plus j'aurais préféré cinq minutes supplémentaires à chaque pause, surtout pour un boulot aussi éreintant.

Heureusement l'ambiance de l'équipe, très internationale (je suis parmi les derniers locaux à se faire encore avoir), est très sympa: entre précaires, on se soutient. Ceux qui suivent le ramdam (euh... pardon le ramadan) galèrent encore plus à la pause-déjeuner.

Bien entendu, je suis payé au smic horaire, ça fait le rendement à pas cher; à moins c'est encore possible, en faisant venir en bus, directement de Pologne, d'autres exploités avec lesquels nous n'aurons aucun contact (c'est bien organisé), parqués on ne sait où, qui triment encore plus dur...

Certains sont plutôt satisfaits, ils ramassaient des tomates en Italie, dans la fournaise des serres, pour 2 euros de l'heure.

J'ai compris comment devenir un saisonnier heureux: l'année prochaine, avant les pommes, j'irai aux tomates en Italie, et avant je m'inscrirai pour une saison dans les mines de sel de Sibérie. C'est décidé, quand ils feront venir des prisonniers chinois, j'arrête.

Michel B.

Vienne n'est pas Amiens

« Un spectre hante le monde, le spectre de la Confédération syndicale internationale. » Plaisanterie anarchiste.

L'ANNÉE DU CENTENAIRE de la charte d'Amiens, la création de la Confédération syndicale internationale (CSI) n'est bien évidemment pas une nouvelle qui peut laisser les anarcho-syndicalistes (et les autres) indifférents.

Cette confédération, créée officiellement le 1er novembre dernier en Autriche, à Vienne, est le fruit de la fusion de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), née en 1949 et qui revendiquait 155 millions d'adhérents, et de la Confédération mondiale du travail (CMT), qui date de 1920 et qui est l'émanation des syndicats chrétiens. Cette fusion est donc déjà en soi toute une orientation…

La CSI est désormais supposée rassembler 168 millions d'adhérents, représentés par 306 organisations de 154 pays. Guy Ryder, issu des Trade Unions britanniques, ex-secrétaire général de la CISL, a été élu le 3 novembre, pour quatre ans, secrétaire général de la nouvelle confédération, sur la base d'une ligne très éloignée, c'est le moins que l'on puisse dire, du terrain de la lutte des classes. Ce terme n'est d'ailleurs pas, même sous une forme édulcorée, évoqué dans les statuts. La notion de laïcité n'est guère prisée non plus. C'est sans doute un oubli…

Par contre, ce que réclame haut et fort la CSI, c'est « une gouvernance effective et démocratique de l'économie mondiale ». En clair, elle revendique d'être associée par les institutions capitalistes aux décisions de gestion… Une sorte de capitalisme à visage « humain », conception si chère à la doctrine sociale de l'Église.

La Banque mondiale, par le biais de son directeur de la gouvernance mondiale (eh oui, cela existe), Daniel Kauffman, a constaté d'ailleurs dans un récent rapport « une coopération considérablement accrue avec les organisations de la société civile (type ONG qu'elle finance par ailleurs largement), les fondations privées, les groupements confessionnels et les organisations syndicales ». C'est beau comme les choses sont simples quand tout le monde accepte de marcher dans le même sens… capitaliste.

La notion de gouvernance, que l'on retrouve désormais partout (associée le plus souvent localement à celle de démocratie participative), a été définie par des « experts » comme suit : « La gouvernance peut être définie comme un processus de coordination d'acteurs politiques et sociaux, d'institutions pour atteindre des buts discutés et définis collectivement »… Cela contribue à la « stabilité d'un pays et d'un régime politique ». Peut-on être plus clair ? Pas étonnant, dans ces conditions, que dans sa déclaration de principes la CSI exprime « son soutien indéfectible aux principes et au rôle des Nations unies » !

Le moins que l'on puisse écrire est que la CSI ne se donne pas pour objectif de remettre en question l'ordre mondial en quoi que ce soit.

Largement ouverts à la « société civile », les statuts de la CSI prévoient même l'existence de « membre associé » qui peut recouvrir tout et n'importe quoi. La CMT (qui reste organisée en tant que telle malgré la fusion) a déjà proposé dans ce cadre l'entrée des Acli (Associations chrétiennes du travail italiennes)…

Toujours dans le même esprit d'ouverture pour les organisations non syndicales, il est prévu que dans les congrès les membres associés soient non seulement invités mais puissent s'exprimer sans limitation de durée. Par contre, pour les représentants des organisations syndicales constitutives de la CSI, le temps de parole sera limité à cinq minutes et à tout moment le président de séance pourra couper le micro s'il juge les propos « hors sujet » !

Bref, la charte d'Amiens de 1906 concrétisait, d'une certaine manière, un syndicalisme de lutte de classes fondé sur le fédéralisme et l'indépendance à l'égard de tous les pouvoirs et de l'État. La CSI propose, elle, plutôt la collaboration de classes, la subsidiarité et l'intégration dans le système capitaliste.

La CFTC, la CFDT, la CGT et FO font donc désormais partie d'une même « internationale ». Que les deux premiers (et surtout la CFDT d'ailleurs) se sentent comme des poissons dans l'eau dans cette espèce de Confédération européenne des syndicats mondiale, rien de surprenant. Pour la CGT, il faut nettement distinguer, une fois encore, entre une base pour le moins peu enthousiasmée par l'adhésion et une direction particulièrement optimiste. Bernard Thibault, lors du dernier CCN de la CGT (sorte de « parlement » de l'organisation), déclarait que la CSI « a pour premier objectif de changer fondamentalement la mondialisation afin qu'elle fonctionne en faveur des travailleurs, des sans-emploi et des pauvres ». Tout à fait mon colonel, de même qu'avec un petit effort on peut espérer que les polices et les armées du monde entier déploient désormais toute leur énergie à défendre les exploités et les syndicalistes contre l'État et les patrons.

Quant à Force ouvrière, Jean-Claude Mailly explique en substance qu'il était bien difficile de refuser de rentrer dans ce machin, mais qu'il compte bien garder toute son indépendance, comme ce qui se fait dans la CES. À voir… En effet, les statuts de la CSI, à l'inverse de ceux de la CISL, prévoient que les organisations syndicales « ont la responsabilité de prendre en compte, dans la formulation de leur politique, les décisions du congrès et des organes directeurs de la Confédération ». Les faits jugeront…

De toute façon, ce qui est clair, c'est que ce n'est pas de la CSI que surgira l'espoir d'un véritable changement pour les travailleurs.

Fabrice
Groupe La Sociale

Jean-Pierre Germain

Nicaragua

Rouge et noir, plus d'espoir ?

Élections, corruption, religion et remise en question de l'avortement chez les sandinistes

Les couleurs rouge et noire des sandinistes étaient à l'honneur à Managua, début novembre. Daniel Ortega, le leader historique du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), avait gagné les élections.

Précisons que les couleurs rouge et noire de ces drapeaux ont autant de rapport aujourd'hui avec les couleurs anarcho-syndicalistes que la banque Société générale ou le Stade Toulousain, n'en déplaise aux naïfs !

Près de vingt-cinq ans après la révolution sandiniste, le Nicaragua est le pays le plus pauvre de la zone Amérique centrale après Haïti, et 70 % de ses 5 millions d'habitants vivent avec moins de 2 euros par jour. Et pourtant, le 19 juillet 1979, les guérilleros du FSLN prenaient Managua, la capitale, mettant fin à quarante-cinq ans de domination de la famille Somoza. Le Nicaragua, après Cuba, devenait dès lors le nouvel eldorado révolutionnaire.

En 1984, Daniel Ortega, alors marxiste, était élu président. Dès 1981, le gouvernement américain soutenait efficacement les « contras » qui menaient aux frontières du Nicaragua une guérilla, largement financée par le biais de vente d'armes des États-Unis à l'Iran, c'est la fameuse affaire de l'Irangate.

En juillet 1986, le Français internationaliste Joël Fieux[1] était assassiné dans une des nombreuses embuscades meurtrières des « contras ».

En 1990, Daniel Ortega perdait l'élections-présidentielle face à Violeta Chamorro (centre droit). Mais cette alternance politique s'était négociée. Ce fut la piñata, non pas la coque en forme de boule avec piques en papier mâché que l'on pend au bout d'une corde dans des fêtes traditionnelles, mais le surnom donné à la répartition illicite de capital entre de hauts fonctionnaires sandinistes. Ainsi, selon le revue nicaraguayenne *Envio*, en 1992, 30 grandes entreprises étaient la propriété du FSLN ou de ses dirigeants. D'habitude la gauche se disqualifie quand elle est au pouvoir, mais là ce fut pire quand elle fut dans l'opposition, Daniel Ortega passant des pactes avec les présidents réactionnaires élus de façon à se répartir les poste entre libéraux et « danielistes », les fidèles d'Ortega.

Vu le contexte électoral actuel en Amérique latine, les États-Unis auraient préféré la victoire de la droite et son ambassadeur a bien tenté de réunir les deux partis de droite désunis, diabolisant Ortega en le traitant de nouveau Chavez et en menaçant de bloquer les mandats des expatriés nicaraguayens. Mais parions que le réalisme prendra pour eux aussi le dessus.

Mais Ortega est-il un nouveau Chavez ?

En tout cas il s ont déjà un point commun, et pas des moindres : Dieu. Le dirigeant sandiniste a en effet dédié sa victoire à Dieu. Et ce ne sont pas des paroles en l'air : le 26 octobre les députés libéraux et sandinistes ont conjointement adopté une loi mettant fin à la possibilité de l'avortement thérapeutique légalisé au Nicaragua depuis la fin du XIXe siècle. Elle punit de 4 à 8 ans de prison les médecins qui pratiquent un avortement thérapeutique ainsi que les femmes victimes de viol ou dont l'accouchement présente un risque mortel. Tout ça pour plaire aux Églises catholiques et évangélistes. Quant aux femmes…

Le deuxième point commun est sans doute le pragmatisme et, de ce côté-là, Ortega est doué, son colistier pour la vice-présidence est Jaime Morales Carazo, un banquier qui a autrefois lutté au sein des « contras ». Quant à la misère…

Jimma

Sources : www.risal.collectifs.net
http://www.courrierinternational.com
http://www.la-presse-anarchiste.net

1. Une brochure d'ACL lui est consacrée : *Paroles et écrits* (ACL).

Miracle à Jérusalem

Les religions ne se font plus la guerre... et s'unissent contre la Gay Pride

Il y a parfois des miracles qui surprennent. Normal, me direz-vous, c'est fait pour ça: l'arche de Noé, l'Immaculée Conception ou Mahomet qui monte au ciel sur le dos de sa mule, on ne voit pas ça tous les jours, même à la télé. Je vais donc vous surprendre, car non seulement j'ai vu un miracle à la télé, mais en plus, hosannah! alléluia! bismillah! il s'agissait d'un miracle œcuménique, à Jérusalem, la ville des trois religions « du livre ».

Il ne vous a pas échappé que les dévots ont causé bien des conflits dans l'histoire passée et présente. Tantôt ils s'entretuent entre adeptes du même prophète, tantôt ils s'en vont trucider les infidèles de la religion d'à côté. Bref, hors la rage nationaliste, pas de pire calamité que la peste superstitieuse. C'est pourquoi, lorsque les représentants des trois monothéismes proclament soudain leur « entente exceptionnelle », on se frotte les yeux et on suppute un miracle. Vous vous demandez bien sûr quelle catastrophe humanitaire, quelle grande cause universelle, quel danger mortel pour l'espèce humaine, avait pu décider le grand rabbin, le grand mufti et le représentant du Pape à se donner soudain la main à Jérusalem devant les caméras du monde entier? Était-ce pour s'indigner du massacre des innocents en Palestine? Pour alerter le monde sur la catastrophe écologique qui nous pend au nez? Voulaient-ils crier contre la faim dans le monde, le génocide des femmes en Asie, l'extermination des nomades et des peuples dits « premiers »? Rien de tout cela. Il s'agissait de faire face à un péril beaucoup plus grave: en effet, repoussée depuis des mois pour cause de fêtes religieuses, la Gay Pride venait enfin d'être autorisée à défiler dans la ville « sainte ».

Dieu me chatouille! Sitôt la nouvelle connue, archipopes et archiprêtres, retroussant leurs jupes, coururent purifier préventivement leurs églises à grand coups d'encensoirs; les imams tonnèrent, jurant que Al Qod subirait le châtiment de Sodome et Gomorrhe (sic); les rabbins orthodoxes appelèrent leurs ouailles à empêcher la manifestation « à tout prix », et des tracts circulèrent promettant 4500 dollars « à qui tuera un sodomite ». Mea Shearim connut plusieurs nuits d'émeute. Mea Shearim, vous savez, c'est ce quartier de Jérusalem où les ultraorthodoxes s'habillent à la mode juive polonaise de 1850: redingote noire à col de fourrure été comme hiver, guêtres, ceinture d'amulettes, grand chapeau noir, barbe et papillotes pour monsieur, foulard sur la tête et ample robe longue pour madame.

Chacun vit comme il veut, n'est-ce pas?

Non, justement. Comme le croquemitaine homophobe du Vatican et les barbus lanceurs de fatwas, les illuminés de Mea Shearim pensent qu'il n'y a pas de plus grand scandale ni de pire abomination que l'amour entre personnes du même sexe. J'ai même entendu un docte rabbin expliquer dans le poste en agitant ses couettes que, si tout le monde en faisait autant (de s'envoyer en l'air sans que la petite graine atterrisse dans le chou), ce serait bientôt la fin de l'espèce humaine. Rien moins.

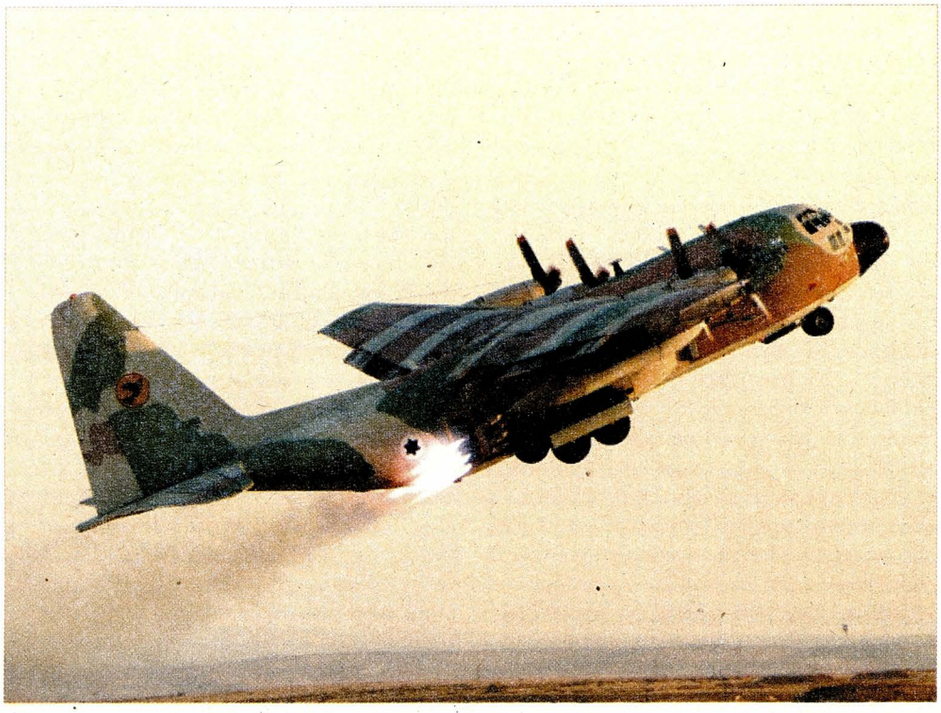
Les opposants juifs à la Gay Pride ont aussi argué de sa coïncidence avec l'anniversaire du pogrome de la nuit de Cristal. Je voudrais leur rappeler que, dans les camps nazis, les Juifs portaient un triangle jaune et les homos un triangle rose. Damnés parmi les damnés, ils étaient, les uns et les autres, ceux dont les chances de survie équivalaient à presque rien. L'argument présenté par Himmler pour exterminer les homos, vous allez le reconnaître: « Si la situation ne change pas, cela signifie que notre peuple sera anéanti par cette maladie contagieuse. » Bien sûr, les quelque 10000 à 15000 déportés au titre du paragraphe 175 du code pénal allemand condamnant les relations entre hommes paraissent peu nombreux au regard des millions de morts de la Shoah. Mais, lorsque toute cette horreur a pris fin, certains ont été reconnus comme victimes. D'autres non. Les actes homosexuels étant condamnés avant l'arrivée du nazisme, ils ne pouvaient faire l'objet d'une réhabilitation ou d'un dédommagement. Les premières requêtes n'aboutirent qu'en 1992. La plupart des rescapés étaient déjà morts. Pis: depuis qu'elles existent, les manifestations commémorant la déportation des homosexuels ont souvent fait l'objet de quolibets, d'insultes, voire d'attaques violentes. En 1985, lors de la Journée des déportés, on a pu entendre crier « Les pédés au four » lorsque les représentants des associations ont déposé une gerbe à la mémoire des hommes au triangle rose. En 1994, le président de l'Unadif, prétendit interdire aux militants du Mémorial de la déportation homosexuelle de participer aux « manifestations patriotiques » des anciens déportés. À Vienne, en 2001, des nervis fascistes, les émules de ceux-là mêmes qui criaient « Mort aux Juifs » pendant les années glauques, saccagèrent une exposition sur la déportation des contrevenants à l'article 175.

Le 9 novembre la sainte alliance des trois religions a obtenu l'annulation de la Gay Pride.

François Roux

Gay Pride de Jérusalem de juin 2005 qui avait été autorisée

Incursions d'Israël



Bernard Noël nous a envoyé cet article, écrit cet été durant les incursions et intrusions de Tsahal au Liban et qui n'a été publié jusqu'à présent qu'en arabe. À sa lecture, loin d'apparaître daté, celui-ci nous a semblé cruellement d'actualité. Comme quoi la stratégie de l'armée et des gouvernants israéliens suit une ligne toute tracée que Bernard Noël appréhende clairement.

Bernard Noël

L'aviation est l'instrument parfait de « l'incursion » puisqu'elle « se jette sur » son objectif et retourne aussitôt vers sa base.

Le mot « incursion » sert à désigner, dans les derniers bulletins d'information de France-Culture, les opérations militaires israéliennes au Liban. Ce mot saisit parce qu'il est original par rapport au vocabulaire des autres chaînes. D'après Littré, « l'incursion est une course ; par conséquent celui qui la fait passe seulement sur le terrain qu'il ravage ». Bien que vieille d'un siècle et demi, cette définition décrit assez bien l'action d'Israël, sauf que la « course » viole cette fois l'espace aérien et que le « ravage » tombe ainsi principalement du ciel.

Littré renvoie au mot latin « incursio » qu'il traduit par « invasion ». La consultation du Gaffiot donne « choc, attaque » pour « incursio », puis « se jeter sur » pour « incursito » et « fondre sur, attaquer » pour « incurso ». Il ne faut pas, explique le Dictionnaire analogique, confondre « incursion », qui est le fait de pénétrer momentanément dans un domaine qui n'est pas le sien, avec « irruption », qui consiste à pénétrer de vive force et à s'installer…

L'aviation est l'instrument parfait de « l'incursion » puisqu'elle « se jette sur » son objectif et retourne aussitôt vers sa base. Les chars, les commandos, l'infanterie, en revanche, sont obligés de faire « irruption » même si, officiellement, leur commandement n'a pas l'intention de s'installer. L'armée israélienne, dénommée Tsahal, combine de toute évidence depuis un demi-siècle « incursion » et « irruption » pour le plus grand dommage de ses voisins.

L'histoire de cette période prouve en effet que l'existence et le comportement de Tsahal font de l'incursion et de l'irruption une méthode d'intimidation brutale dont l'exercice

est sans cesse nourri d'actions violentes. Cela va du « bouclage » toujours arbitraire à la confiscation des terres, de la destruction des oliveraies et des maisons à l'assassinat ciblé, du bombardement des infrastructures civiles au bombardement des civils, de l'enlèvement et de la séquestration des responsables politiques à l'emprisonnement et à la torture de quiconque a l'infortune d'être au mauvais endroit au mauvais moment. Tout cela au nom d'un droit à l'autodéfense et à la sécurité dont le résultat est de créer une insécurité générale, non seulement autour d'Israël mais dans tout le Moyen-Orient.

Devant tant de violences, dont le seul succès est d'en appeler et d'en rappeler d'autres aux références totalitaires fâcheuses, il semble que le simple bon sens aurait dû conduire à demander à la paix ce que ne peut obtenir la guerre. Mais non, l'Etat d'Israël s'obstine à entretenir l'oppression, la peur, la menace quand il ne passe pas à des actes qui visent à terroriser l'ennemi qu'en réalité ils fabriquent. Pourtant, ces jours-ci, les actes en question atteignent un degré où l'injustifiable le dispute à la sauvagerie. Une sauvagerie masquée par la technologie guerrière qui métamorphose les tueries en une affaire inhumaine que les communiqués qualifient de « dégâts collatéraux ».

L'humanité a sans doute besoin du contact, de la vision directe ou du face à face pour que le tueur ait conscience du droit de mort dont il dispose. On peut croire que tel n'est pas le cas de l'artilleur ou de l'aviateur qui tirent sur un « objectif », mais comment accorder cette circonstance atténuante aux généraux, ministres et chef de gouvernement dont le moins qu'on puisse attendre d'eux est qu'ils sachent ce qu'ils font ? Quand on compare l'importance des « dégâts » et la justification qu'en donnent les responsables israéliens, on se demande ce qui l'emporte chez eux du mensonge ou du racisme dans leur empressement à pousser au crime.

Bien sûr, une bonne partie de leur arrogance dans le déni des faits tient à l'aide constante et à la conduite exemplaire de leur soutien américain, qui a si brillamment réussi la démocratisation de l'Irak et de l'Afghanistan. Les crimes de guerre, la torture des prisonniers, les massacres changent de nature dès lors qu'on les qualifie de lutte contre le terrorisme : ils tirent même de cette qualité une sanctification. Et puis, de toute évidence, les victimes de cette lutte n'ont pas droit à ce statut : il suffit de vous étiqueter « terroriste » pour que vous cessiez d'être un humain. Depuis des années, et les témoignages abondent à ce propos, on assiste en Israël à un entraînement au mépris. Au mépris du Palestinien, jour après jour humilié aux check points, privé de travail, d'eau, d'électricité, de nourriture, malmené pour un oui pour un non, emprisonné sans jugement... Et ce sont les formes les plus douces d'une oppression qui n'hésite pas à recourir aux obus, aux bombes, aux fusillades à Gaza ou au fameux « Mur » qui transforme la Cisjordanie en camp de concentration.

La gravité de la situation ainsi créée s'accompagne de dizaines de morts avec un fort pourcentage de femmes et d'enfants. Tout cela a été dénoncé en vain par des articles, des documentaires, des livres, mais rien ne dénonce la dégradation morale qu'entraîne chez les Israéliens l'exercice régulier de l'oppression. Si l'artilleur et l'aviateur ne voient peut-être pas ce qu'ils font, l'oppresseur le voit fort bien quand il laisse des malheureux attendre des heures durant un passage, quand il enfonce les portes, casse les meubles, quand il écrase une maison avec son tank ou son bulldozer, quand il tire sur des enfants. Pour supporter ce face à face, il faut avoir pratiqué longuement le mépris et même en avoir fait sa culture. On sait à quel point il faut déshumaniser l'Autre pour le traiter comme un être inférieur.

Le gouvernement israélien organise cette déshumanisation et le mépris raciste qui en découle. Il s'étonne de la résistance qu'il rencontre dans le temps même où il s'efforce d'en finir avec elle. D'où ce redoublement de violence, qui prouve un désir de génocide latent, et la rage de ne pas oser l'accomplir. Cette rage aveugle monsieur Olmert et sa clique puisqu'elle les fait agir à l'inverse de l'intérêt de leur peuple également aveuglé par leur propagande. Ainsi au quinzième jour de la destruction du Liban avec des bombes américaines dans le but de provoquer le rejet du Hezbollah cause, soit disant, de tout ce malheur, un sondage révèle aujourd'hui que 87 % des Libanais voient dans le Hezbollah un mouvement de résistance qui les honore.

La bêtise politique est criminelle : on l'a vu en Irak, en Afghanistan, on le constate hélas en Palestine et au Liban. Le plus accablant est que cette bêtise ne rencontre aucune opposition dans un Occident qui se déshonore en lui trouvant des motifs respectables. Les pays arabes ne font pas mieux mais ils ont l'excuse, grâce encore à l'Amérique, d'avoir des gouvernements qui sont étrangers aux aspirations de leurs peuples. Il n'est pas nouveau de traiter de terroristes des mouvements de résistance, mais les utilisateurs de cette rhétorique apparemment inusable devraient savoir qu'il est dangereux de précipiter la résistance dans le désespoir.

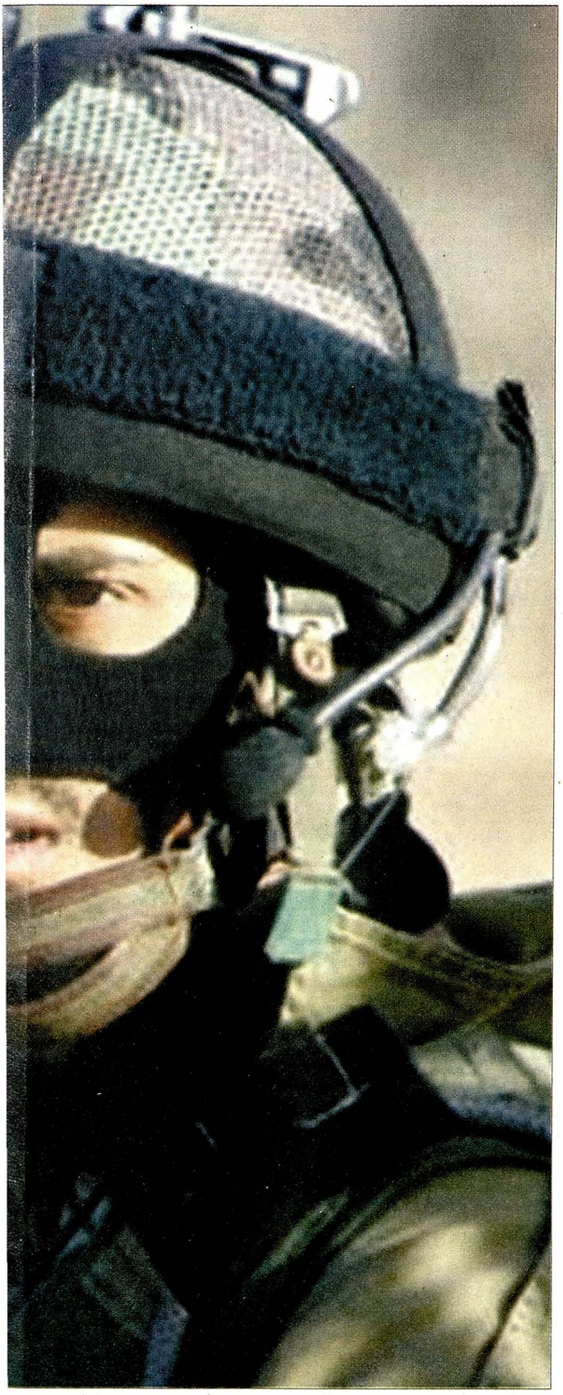
L'honneur n'a jamais été le fort des diplomates et des commerçants, mais il fut longtemps la règle du jeu des militaires. Quel honneur pourrait-il y avoir à bombarder une usine de lait, les pistes d'un aéroport civil ou les immeubles de l'Autorité palestinienne ? Il est dommage que Tsahal et ses généraux n'aient jamais eu à méditer ce vers classique devenu proverbial : « A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire. » L'honneur d'Israël ne tient plus qu'aux quelques « refuzniks » qui refusent de massacrer des innocents, mais pour Tsahal, il est trop tard, cette armée d'élite n'est entraînée qu'à écraser plus faible qu'elle aussi doit-on la considérer désormais comme la plus lâche du monde.

B. N

L'État d'Israël s'obstine à entretenir l'oppression, la peur, la menace quand il ne passe pas à des actes qui visent à terroriser l'ennemi qu'en réalité ils fabriquent.

Du Liban et de l'Américain moyen

Éric Vilain nous montre ici les véritables motivations qui ont mis fin à la razzia de Tsahal sur le Liban. Loin des raisons humanitaires, on s'aperçoit qu'il s'agit, pour des motifs électoraux, de permettre à l'Américain moyen de nous polluer l'air.



A LA FIN du mois d'août dernier, les Américains étaient contents, le prix du pétrole avait baissé. Alors que le prix du gallon[1] avoisinait 3 dollars, il est tombé à 2 dollars. Certaines mauvaises langues – pardon, certains analystes – prévoyaient même que les prix allaient descendre encore plus avant les élections de novembre, afin d'améliorer les sondages en faveur de Bush. Il y aurait une sorte de conspiration entre la Maison-Blanche et le lobby pétrolier, dont le président, chacun le sait, est très proche.

Pour beaucoup d'Américains, qui ont de très grandes distances à parcourir et ont absolument besoin d'une voiture, voire plusieurs voitures par foyer, la réduction des dépenses en essence signifie plus de nourriture à la maison. C'est un argument qui porte.

Puis le prix du pétrole s'est mis de nouveau à grimper alors que les « analystes » prévoyaient un clash entre les États-Unis et l'Iran en même temps qu'une saison torride de cyclones.

Puis vint la guerre au Liban, accroissant la crainte d'un conflit régional au Moyen-Orient. Le prix du brut monta à des sommets.

Au début de la guerre, l'Administration Bush soutint tacitement Israël. On pensait que l'Etat Hébreux torcherait cela en deux coups de cuillère à pot. « On » avait oublié qu'Israël s'était déjà frotté au Hezbollah au Liban et qu'il s'en était mordu les doigts.

Le spectacle des bombardements de masse et des victimes civiles força un peu les dirigeants américains à mettre le holà.

On peut toujours essayer de se convaincre que ce sont pour des raisons humanitaires que les États-Unis sont intervenus pour mettre fin au conflit, mais les cyniques ne manqueront pas de dire que la hausse vertigineuse du prix du brut, accompagnée de prévisions pires encore ont joué un rôle déterminant.

Quand tout le monde fut convaincu que la résistance du Hezbollah ne fléchirait pas et que les Iraniens pouvaient se mettre de la partie, y compris en semant la pagaille sur les marchés pétroliers, on s'est dit, à la Maison-Blanche, qu'il fallait arrêter les frais. L'escalade de la guerre au niveau régional ferait monter le baril bien au-dessus de 100 $, faisant passer le gallon à 5 $, ce qui aurait à coup sûr garanti une défaite pour les Républicains lors des élections partielles. Si, en plus, il y avait un ouragan genre Katrina, les Républicains auraient été mal en point.

Alors Georges Bush a ordonné à Condoleeza Rice de voir avec les Européens s'il y avait moyen d'arrêter ce gâchis. Et on ne parle plus de faire la guerre à l'Iran, même si on fait semblant de ne pas écarter l'option militaire. Mais on dit également que la diplomatie est aussi une option, ce qui est nouveau. Du coup, le prix du brut est retombé.

Ça tombait bien parce qu'on constatait un ralentissement de l'économie mondiale, causé en partie par la hausse du prix des matières premières, provoquée par la hausse du pétrole, ce qui conduisit à une… baisse de la demande en pétrole. Conséquence, les détaillants ont des stocks abondants de pétrole sous la main et, en application de la loi de l'offre et de la demande, les prix ont baissé.

Tout cela va-t-il durer ?

Sans doute pas. C'est que Noël approche et on s'attend à une augmentation du prix du pétrole. C'est que le père Noël ne se promène plus avec ses rennes mais avec un 4 x 4, comme tous les gros cons.

Et puis une fois que les élections partielles seront passées, Georges Bush pourra affûter ses arguments pour pouvoir de nouveau casser de l'Iranien.

Et on repartira pour un tour.

Moralité : la destruction du Liban et 400 000 personnes à la rue parce que leurs habitations sont détruites ont permis à l'Américain moyen de ne pas voir son essence trop augmenter.

Pour un moment.

Éric Villain

1- 1 gallon = 3,7854118 litres

Costa Rica

Vers une Fédération anarchiste

Si le mouvement anarchiste international connaît des difficultés certaines pour se développer, il le doit beaucoup à des contraintes qui lui sont imposées par ceux et celles qui souhaitent pérenniser un système inégalitaire et oppressif. Mais il le doit aussi à la rareté de structures et d'outils qui doivent lui permettre un développement, un enracinement en même temps que les recherches nécessaires à l'évolution de notre projet de transformation. De temps à autre, une information nous parvient qui peut nous réjouir. Cette fois, c'est du Costa Rica qu'émerge une ferme volonté de regrouper les moyens et de briser le cercle vicieux de la marginalisation.

Nos camarades de la Fédération anarchiste de Rio de Janeiro (Farj) ont porté à notre connaissance une initiative réellement digne d'intérêt. Dans son numéro 2 d'octobre 2006, le bimensuel *La libertad*, journal « pour la construction de la Fédération anarchiste costaricaine », fait part d'une initiative porteuse d'espoirs. « Cette publication, *La Libertad*, est un effort de divers collectifs et diverses personnes, sympathisants de l'anarchisme, qui croyons en l'organisation et le travail en commun. Nous réalisons cet effort dans l'objectif de constituer, dans un futur proche et avec la collaboration de toutes et tous, la Fédération anarchiste costaricaine », écrivent des plumes bien inspirées.

Dans ce petit pays situé entre le Nicaragua et le Panama, dans la mer des Caraïbes, la présence anarchiste est vieille d'un siècle et avait bénéficié aussi de l'apport des exilés espagnols. La presse libertaire de ce pays comptait déjà la revue *Agitando mentes* et avait vu émerger l'an dernier *Via libre*, qui se proposait d'être une revue au niveau plus élevé, sur le fond comme sur la forme. Puis, de l'aveu même des initiateurs de la revue *La libertad*: « Nous croyons que ces dernières années, au Costa Rica, la participation anarchiste au mouvement social et culturel est allé en s'acroissant. Sa présence a été importante dans la lutte contre la globalisation et contre la guerre des Etats-Unis en Irak. Sa participation dans les derniers 1er Mai, dans les défilés de travailleurs, et dans les mobilisations contre le mal nommé « Traité de libre commerce » et le gouvernement d'Arias (8 mai)...» fut très notable. Devant cet évident développement, et alors que les anarchistes locaux sont présents à travers plusieurs villes du pays, le regroupement semble s'imposer, en même temps que l'existence d'un organe de communication comme *Via libre*: « Nous croyons qu'il est important d'établir une présence fédérée, sans exclusions, avec une participation dans le mouvement social costaricain. Ainsi, nous croyons qu'il devient nécessaire de concentrer les efforts dans la consolidation de ce moyen de presse, où nous avons tous à participer et à démontrer l'unité et le pluralisme de l'anarchisme. »

A ces fins, ces camarades d'Amérique centrale envisagent d'organiser un congrès constitutif « avec la participation de tous et toutes les sympathisants de l'anarchisme et avec invitation à divers courants internationaux ». D'ici là, un comité de pilotage va se constituer, le plan de financement devra être établi, et un ordre du jour devra être réalisé. La mise en place d'un comité fédéral et l'instauration d'un moyen de presse fédéral devra émerger de ce congrès prévu pour début 2007, au moins sur deux jours.

Ce projet, heureusement ambitieux et porteur de perspectives, se caractérise donc par la volonté de toucher le plus grand nombre au moyen d'un journal d'ambition nationale, et par la recherche du regroupement pluraliste, fédéral et libertaire des personnes et collectifs anarchistes. Cette intention fait écho à notre fédération anarchiste qui a suivi et poursuit encore cette même démarche, en France et en Belgique, et jusqu'au sein de l'Internationale des fédérations anarchistes (IFA).

Le secrétariat des relations internationales de la Fédération anarchiste (France, Belgique) fait part de sa satisfaction à propos de l'initiative des camarades costaricains. Nous leur envoyons tous nos encouragements et les assurons de notre attention quant au suivi de leur développement. Le mouvement anarchiste organisé de façon pluraliste, libertaire et conséquent, est l'une des voies les plus sûres pour encourager la révolution sociale.

Secrétariat des relations internationales
Fédération anarchiste

Colombie

Objection de conscience

Le 1er novembre Andrés Daniel Giraldo, un objecteur de conscience colombien, a été arrêté par l'armée colombienne alors qu'il voyageait sur la route entre Bogota et Medellin. Lors du contrôle, les soldats ont demandé ses papiers militaires à Giraldo, un objecteur déclaré, qui évidemment ne les avait pas. Giraldo a été arrêté; à l'heure actuelle il est retenu à la base militaire de Guaduas-Timate. Son déplacement est anticipé vers le 38e bataillon d'infanterie Miguel Antonio Caro, «son unité» désignée, où il sera décidé si Giraldo servira « son » bataillon ou sera muté ailleurs.

Selon les lois colombienne et internationale, le recrutement lors d'une détention est illégal (en théorie), mais la pratique, en Colombie, du moins, est assez courante. L'article 18 de la Constitution colombienne de 1991 précise que la liberté de conscience est garantie et que personne ne sera obligé d'agir contre sa conscience. Ironiquement, le droit à l'objection de conscience n'est pas reconnu. Selon une loi de 1945, ceux qui ne répondent pas à l'inscription militaire perdent le droit d'aller à l'université et d'obtenir un passeport.

Ceux qui refusent le service militaire sont ainsi considérés comme déserteurs. Les peines pour désertion vont de six mois à deux ans d'emprisonnement. Si la désertion a lieu en temps de guerre, lors d'un soulèvement interne au pays, ou à proximité des forces rebelles, la peine peut être doublée. Si le déserteur revient de sa propre initiative dans les huit jours, sa peine peut être réduite par moitié.

Andrés Daniel Giraldo risque d'être forcé à faire son service militaire ou de subir les conséquences judiciaires de son refus. Pour nous, anarchistes, ce cas est d'autant plus répugnant que nous sommes à la fois contre les armées et contre les prisons!

Même si le service militaire n'est plus obligatoire en France, n'oublions pas que la lutte pour le droit à l'objection de conscience a été longue et difficile. Il reste essentiel que des objecteurs à travers le monde continuent d'avoir le courage de mener cette lutte contre l'asservissement et la violence des Etats et des armées.

Secrétariat des relations internationales
Fédération anarchiste

L'eau en Espagne

le problème et les solutions possibles

Eduardo Villaverde

SI NOUS EXAMINONS les données climatiques de n'importe quel lieu en Espagne de ces trente dernières années, nous remarquons une baisse progressive des précipitations qui, de manière cyclique s'aggrave et transforme l'approvisionnement en un problème à chaque fois plus grave.

Le problème

Nous apprécierons les valeurs de trois observatoires espagnols. Celui de Madrid, celui de l'aéroport de Saint-Jacques-de-Compostelle et celui de Jerex de la Frontera. Chacun correspond aux différents climats que l'on trouve en Espagne. Saint-Jacques a un climat de type océanique, Madrid un climat continental et Jerez un climat méditerranéen.

Durant la période 1971-2000, l'observatoire madrilène a enregistré une précipitation annuelle moyenne de 436 mm.

Durant l'année hydrologique 2005-2006, les précipitations accumulées se situaient entre 300 et 400 mm.

A Saint-Jacques-de-Compostelle, la précipitation annuelle moyenne est de 1 886 mm sur la même période (1971-2000), alors que, à quinze jours de la fin de l'année hydrologique 2005-2006, la quantité récoltée se situe entre 1 200 et 1 400 mm. A Jerez, la précipitation annuelle moyenne est de 598 mm pour la même période, alors que cette année les chiffres sont entre 500 et 600 mm.

Nous vérifions que dans tous les observatoires les précipitations enregistrées récemment sont significativement inférieures aux moyennes antérieures. Mais on peut se demander si c'est le manque de pluie qui constitue l'unique raison de la pénurie d'eau en Espagne ?

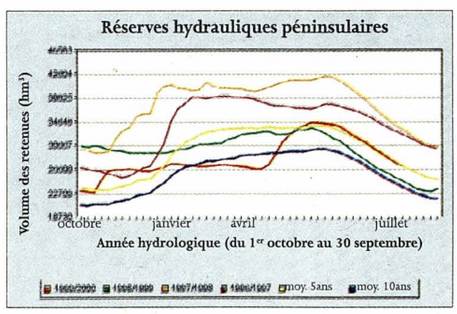
Durant la même période, la population espagnole est passée de 35 millions d'habitants à près de 44 millions en 2006. Cela peut constituer un autre problème dans l'approvisionnement en eau des populations.

Si nous ajoutons sécheresse et croissance démographique, nous aurons certains des facteurs clefs d'un manque d'eau dans la péninsule. Mais constituent-elles les seules causes ? Que s'est-il passé avec l'eau ces dix dernières années ? Quelle politiques ont été mises en place sur ce sujet ? Nous allons l'analyser.

Le plan hydrologique national

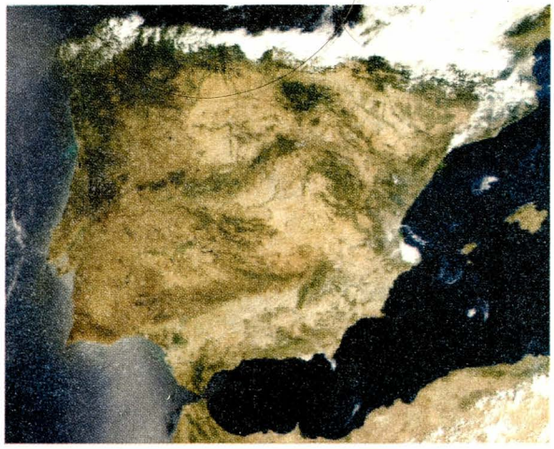
En 1993, et avant la sécheresse qu'a subi l'Espagne, le gouvernement du Parti socialiste (PSOE) proposa un plan hydrologique qui ne dépassa pas le stade du Conseil national de l'eau (un organe consultatif qui pose des conditions comme l'élaboration de plans pour des bassins d'eau ou de l'irrigation), et le-dit projet fut rejeté. Cependant, l'arrivée au pouvoir du Parti populaire (PP) en 1996 fut le commencement de la création d'un nouveau plan hydrologique national, qui ne verra pas le jour avant l'an 2001.

En 2006, le volume d'eau retenue était de 24 108 hectomètres cubes, alors que la moyenne des dix années précédentes était de 30 994 hm³. Pourtant, en 2000, quand on présenta le plan hydrologique national (PHN), la quantité d'eau retenue était de 27 300 hm³, et comme nous le voyons dans le graphe ci-dessous, cela se situait au sommet de la moyenne des cinq années précédentes.



Si la sécheresse en Espagne en 2000 n'était pas quelque chose d'urgent, pourquoi présenta-t-on le PHN ? Par prudence ? Nous analyserons les mesures que le PHN proposait.

Le PHN expliquait qu'il existait deux zones en Espagne particulièrement déficitaires en eau. Le bassin de la rivière Guadiana et celle du Jucar-Segura. Pour solutionner ce problème, le PP décida que la meilleure solution au problème était un transvasement d'eau. Le bassin de la rivière Segura disposait déjà d'un transvasement d'eau, qui fonctionnait depuis les années 1980. Les retenues d'Entrepeñas et Buendía, en amont du fleuve Tage, envoyaient de l'eau à travers un viaduc depuis le même centre péninsulaire jusqu'à l'extrême sud oriental. Néanmoins, pour faire face à la demande croissante d'eau de Murcia et du Levant et au vidage progressif des retenues à la source du Tage, un nouveau moyen pour apporter l'eau jusque-là devenait nécessaire. Le gouvernement conservateur opta pour le transvasement. Dans ce cas, l'eau devait partir depuis le delta de l'Ebre, parcourir tout l'intérieur du Levant et déboucher en diverses rete-



nues proches du littoral. Une œuvre pharaonique, qui requerrait un très fort investissement, et en plus qui mettrait en danger le futur Parc national du Deltebre. En même temps, cela ne solutionnerait pas la désertification dont souffre la zone centrale de l'Aragon, surtout la région de Los Monegros.

La réponse populaire au PHN fut impressionnante en Aragon, avec plus d'un million de personnes dans les rues de Madrid. Pourtant, le PP mis son projet en marche, bien qu'il manquât encore six ans pour le conclure.

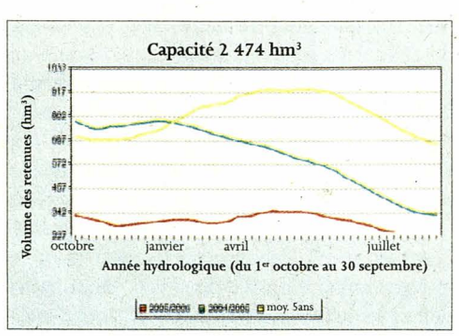
Comme nous l'avons vu, le PHN centrait ses efforts dans la zone levantine; mais pourquoi? C'est évidemment la zone qui souffre le plus des ravages de la sécheresse. De plus, une grande partie de la population vit de l'horticulture irriguée, qui requiert une grande quantité d'eau pour son développement.

Néanmoins, aux débuts de 2002, on commença à faire la promotion à la télévision de nouvelles constructions de maisons de luxe sur la côte du Levant et des équipements de tourisme de grand standing au même endroit. De même, on annonçait aussi les constructions de terrains de golf, etc. Il découle clairement que les maisons secondaires, les installations et les terrains de golf nécessitent d'énormes quantités d'eau. Ces entreprises sont-elles arrivées là grâce à l'eau que promettait le PHN? Ou est-ce le contraire? Nous ne le saurons jamais. Dans tous les cas, le PHN fut démantelé avec la sortie du PP du pouvoir en 2004. Le PSOE apportait dans son programme l'arrêt du PHN et son propre projet d'initiatives pour pallier la sécheresse dans toute l'Espagne et spécialement dans le Levant.

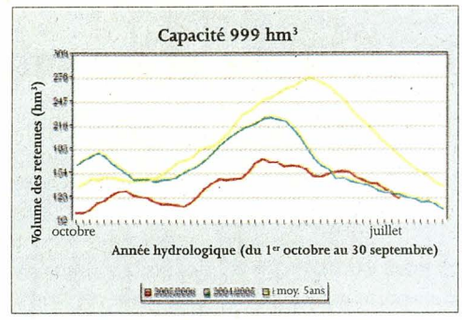
Le programme Agua

Ce programme (Actions pour la gestion et l'utilisation de l'eau) est la réponse apportée au problème de l'eau en Espagne de la part du gouvernement socialiste. Il est appliqué depuis 2004 même s'il a subi des critiques de la part du PP, qui mobilisa ses réseaux pour défendre le PHN sous le mot d'ordre « De l'eau pour tous ». Mot d'ordre très joli, mais qui souffrait d'une grande hypocrisie. A cause des transferts d'eau du Tage, la situation dans la zone du Segura est catastrophique, de même que dans les retenues en amont du Tage.

Cela est la situation au 15 août 2006 des retenues d'eau sur le Tage:



Et la même chose pour le Segura:



Comme nous pouvons le voir la politique de « transfert » a eu pour résultat le manque total de réserves des deux bassins, dans un cas à l'envoi excessif d'eau vers la retenue déficitaire, et dans l'autre à cause de l'augmentation excessive du coût de l'eau, spécialement pour l'arrosage.

Si nous vivons dans une zone en voie de désertification, comment pouvons-nous vivre de l'irrigation? Cela est le résultat de l' «eau pour tous » du Parti populaire.

Il faut dire que les transferts d'eau d'une zone à une autre sont décidés en Conseil des ministres, c'est pourquoi les gouvernements sont, ou ont été, acteurs du désastre qui ont conduit aux réserves d'eau espagnols.

Le programme Agua met davantage l'accent sur la réutilisation de l'eau, la désalinisation que dans les transferts. Par exemple, dans la ville de Malaga, on a installé une usine de désalinisation et on a initié un programme de réutilisation de l'eau pour l'irrigation.

Dans la commune de Murcia, est prévue la construction de quatre usines de désalinisation pour la consommation humaine et une pour l'irrigation.

Les actions se répartissent au large du littoral du Levant. Mais, et le reste de l'Espagne?

Au cœur de la péninsule, nous avons vu les difficultés qu'il y a. Sur le plateau, il existe des restrictions d'eau et en Aragon, en Castille, etc. la désertification avance.

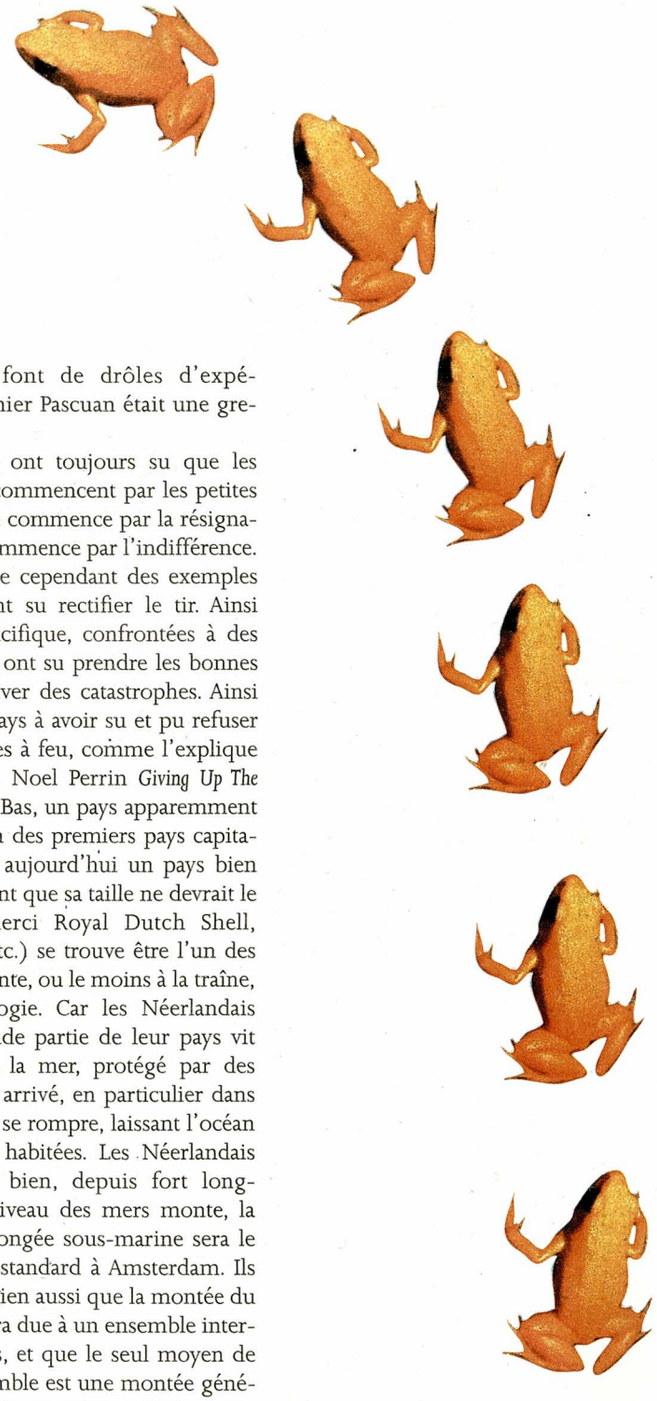
Il est certain que le programme Agua pourra réduire les problèmes, les atténuer. Il pourra peut-être fournir l'eau nécessaire aux habitants de Murcia. Il pourra favoriser l'augmentation de la réserve en eau pour les terres irrigables. Mais tant que l'on continue à favoriser l'existence de terrains de golf, de stations touristiques et de terres irriguées là où le désert avance, il est très difficile de résoudre le problème de l'eau en Espagne. **E.V.**

Traduction: relations internationales de la Fédération anarchiste

Extrait du mensuel *Tierra y libertad* (Fédération anarchiste ibérique), octobre 2006

Effondrement

la grenouille cuite, Acte II



Bouteille à moitié vide, bouteille à moitié pleine. Quand on lit *EFFONDREMENT, comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, de Jared Diamond, (Gallimard, 648p., 29,50 euros), on a du mal à se décider; faut-il se réjouir que tant de gens arrivent juste, juste, juste au bord de l'analyse anarchiste du monde, faut-il s'attrister que tant de gens qui ont compris tant de choses reculent devant la plus importante? Car ce livre clair, simple malgré ces 600 pages, accuse violemment les puissants, sans jamais en tirer les conséquences politiques. L'exemple le plus parlant est celui de l'île de Pâques, si pratique à analyser: son isolement permet de connaître l'intégralité des facteurs en jeu dans le problème que l'on choisit d'étudier. On sait que l'île de Pâques compta jusqu'à 15000 habitants, qui créèrent une civilisation originale. Mais l'île était divisée en chefferies. Et les chefs se mirent dans la tête que leur prestige dépendait de la hauteur des statues, si célèbres. Or, pour extraire, déplacer, ériger ces grandes statues, il fallait du bois de grande taille et des cordages d'écorce. Les grands arbres se firent de plus en plus rares. Moins d'arbres, moins d'oiseaux terrestres, moins de viande. Donc plus de pêche, donc moins de poisson, d'autant que moins de bois égale moins de pirogues de haute mer, donc plus de pêche dans une zone très étroite, donc encore moins de poisson. Moins de grand bois, donc encore plus d'abattage du petit bois pour se chauffer et cuire les aliments. Moins de petits arbres, moins de protection contre le vent et l'érosion due à la pluie. Donc moins de rendements agricoles, donc encore plus de pêche, donc... Lorsque les Blancs envahirent l'île de Pâques, ils trouvèrent quatre cents malheureux réduits à attraper les rats. Dans un passage destiné certainement à devenir célèbre, Diamond raconte que lorsqu'il raconta cette histoire à des étudiants, plusieurs demandèrent « Mais à quoi pensait donc le Pascuan qui abattit le dernier arbre? Comment a-t-il pu? » A mon sens, la réponse réside dans l'apologue déjà cité dans un article précédent, *le chewing-gum, les émeutes et la stratégie de la grenouille cuite* (20 avril 2006). Si l'on jette une grenouille dans une casserole d'eau bouillante, elle saute immédiatement au-dehors. Si on la met dans une casserole d'eau tiède, et qu'on chauffe graduellement, la grenouille se fait ébouillanter sans protester (il y a des gens qui font de drôles d'expériences...). Le dernier Pascuan était une grenouille mijotée.

Les anarchistes ont toujours su que les grandes trahisons commencent par les petites lâchetés, l'esclavage commence par la résignation, la paralysie commence par l'indifférence.

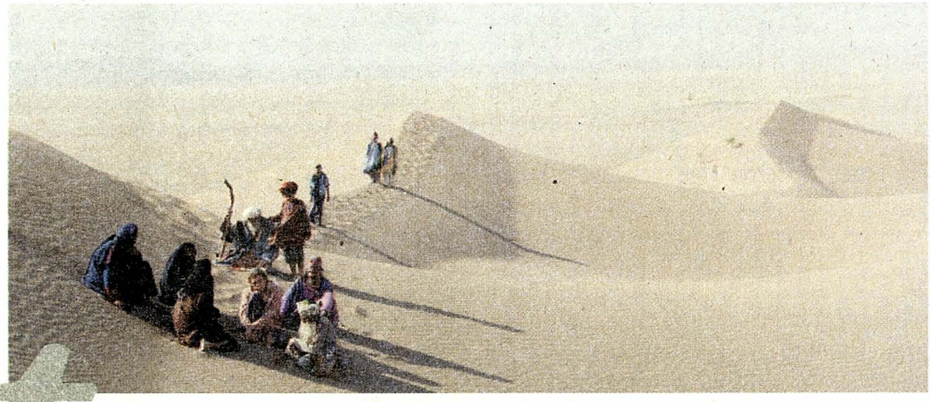
Diamond donne cependant des exemples de sociétés qui ont su rectifier le tir. Ainsi d'autres îles du Pacifique, confrontées à des problèmes voisins, ont su prendre les bonnes décisions et se sauver des catastrophes. Ainsi du Japon, le seul pays à avoir su et pu refuser l'invasion des armes à feu, comme l'explique l'excellent livre de Noel Perrin *Giving Up The Gun*. Ainsi des Pays-Bas, un pays apparemment contradictoire: l'un des premiers pays capitalistes de l'histoire, aujourd'hui un pays bien plus riche et puissant que sa taille ne devrait le lui permettre (merci Royal Dutch Shell, Philips, Unilever, etc.) se trouve être l'un des pays les plus en pointe, ou le moins à la traîne, en matière d'écologie. Car les Néerlandais savent qu'une grande partie de leur pays vit sous le niveau de la mer, protégé par des digues. A qui il est arrivé, en particulier dans les années 1950 de se rompre, laissant l'océan dévaster les terres habitées. Les Néerlandais comprennent fort bien, depuis fort longtemps, que si le niveau des mers monte, la combinaison de plongée sous-marine sera le costume de travail standard à Amsterdam. Ils comprennent fort bien aussi que la montée du niveau de la mer sera due à un ensemble international de facteurs, et que le seul moyen de combattre cet ensemble est une montée générale du niveau de la conscience écologique. D'où l'énergie que mettent nombre de personnalités néerlandaises très peu soupçonnables de gauchisme à propager les plus sains principes écologistes.

Un dernier mot, terrifiant: dans le Pacifique, les atolls déserts d'Oeno et Ducie se situent à plus de cent kilomètres de l'île la plus proche, elle-même inhabitée. Les scientifiques en visite y ont compté un détritus humain par mètre de plage: sacs en plastique, bouteilles, sandales, jouets sans tête, ballons de football...

Nestor Potkine,
qui connaît désormais une raison de plus de détester le football

Digressions

Autour des films de Nacer Khemir



Heike Hurst

Toute discussion, interview ou conversation avec Nacer Khemir autour de ses films (la trilogie: *Les Baliseurs du désert*, *Le Collier perdu de la colombe* et *Baba'ziz* - Le prince qui contempla son âme, découvert à Locarno, retrouvé à Turin) devient fatalement ou heureusement une discussion sur la culture arabo-musulmane, sur cette civilisation millénaire et sur l'ignorance que nous en avons. Car les films que crée ce cinéaste écrivain, poète, conteur ne « sont pas des films attendus. Ce sont des films à contre-courant », des films réalisés envers et contre tout. Produits avec des bouts de ficelle, la contribution de beaucoup de pays différents, et pour *Baba'ziz*, secondé par un célèbre scénariste, Tonino Guerra, imposé par un producteur inquiet, les films de Nacer Khemir ne se font que très lentement et se déroulent comme un récit de *Mille et Une Nuits* où tout est toujours à recommencer. Nacer Khemir s'en amuse en disant, « Oh Tonino n'avait aucun mal à se glisser dans la peau du dervich! ». Le film témoigne surtout de la quête commune de rappeler la beauté de cette civilisation, de la rendre visible, de nous faire entendre la musique des fastes arabo-andalous, de nous faire participer aux joutes oratoires poétiques, les oreilles tendues, tous les sens en éveil, car le spectateur va « donner une sorte d'hospitalité à l'autre, c'est ça, la culture soufi ». Nacer Khemir reconnaît avoir été élevé dans la tradition: « Mon père à sa manière était soufi: C'est une quête de beauté avant tout, une quête de l'essence même de la vie et de l'univers, c'est une hospitalité très ancienne et très grande... Il y a vraiment une disponibilité, une attente de l'autre, alors que nous sommes dans un siècle où l'autre est liquidé... Avec une volonté définitive à ce qu'on croit qu'il est, à ce qu'on décide qu'il est... ».

Nacer Khemir défend donc un cinéma qui fait la place à l'autre, au lieu de se mettre à la place ou de parler à la place de l'autre. Il juge très sévèrement le cinéma actuel. Selon Nacer Khemir, il se divise en films qui restent à «l'extérieur» à la surface des choses, même s'ils prétendent défendre une position de quelqu'un d'enraciné dans une culture... Ou alors, s'ils sont véritablement de «l'intérieur» ils sont refusés, mis au placard, donc invisibles, ou dans le meilleur des cas deviennent des films renvoyés à une Biennale des films d'art, ou sont à ranger dans la case ethnographique ou anthropologique. Les films dits de «l'intérieur» sont de ce fait formatés. Pour être produits et diffusés, ils doivent parler de problèmes connus, de la condition de la femme, du chômage, de la misère... Un positionnement trop singulier ou trop radical ne sera pas admis. Les films sont donc condamnés à rester à l'extérieur, à la surface «connue» des choses et n'auraient donc aucune chance de pénétrer plus en avant et surtout pas profondément dans le cœur des conflits. « On veut réduire cette civilisation incroyable –presque– à une mémoire de colonisé comme si cinquante ou cent ans de colonisation pouvaient balayer une civilisation et une filiation très ancienne! »

Nacer Khemir analyse finement comment procèdent ceux qui acceptent des scénarios, qui parlent de cette culture ignorée, de ceux qui en suggèrent les sujets et ceux qui les produisent. Il stigmatise aussi le « pouvoir actuel qui s'empare de l'islam qui en fait son instrument de contrôle et qui, naturellement, bannit cette quête de l'âme parce qu'elle fait peur ».

Pour réaliser *Baba'ziz*, il y a eu un combat de plus de douze ans et finalement une multitude de producteurs impliqués, car « chacun a donné très peu d'argent! » Puis il enchaîne sur sa rage face à l'horreur du terrorisme, cette « monstruosité, cette clameur indécente » qui recouvre de son bruit les trésors oubliés, alors qu'ils ont été la culture d'origine de millions de personnes! ». A la source de tous ces excès qui se passent dans le monde, Nacer Khemir verrait l'Arabie saoudite, un État protégé par les États-Unis, ce que nous avons tendance à oublier où

« quelques individus en pleine hérésie déclarent les autres "hérétiques" et jettent l'anathème! »

Que faut-il dire alors pour que les gens veuillent aller découvrir *Les Baliseurs du désert*, ce film merveilleux de 1984 qui n'a trouvé le chemin que d'une seule salle, mais marquera durablement le cœur et la mémoire de toutes les personnes qui le verront! La preuve! Nous qui l'avons vu, il y a vingt ans, ne l'avons point oublié. « Envoyez tous ceux qui ne connaissent pas le désert voir ce film! » *Les Baliseurs du désert* évoque les miniatures persanes, les splendeurs de Cordoue, la tradition orale, le merveilleux des *Mille et Une Nuits* que Nacer Khemir, conteur, a récité à Chaillot. Baba'ziz, le prince qui contempla son âme, incarne peut être encore davantage cet esprit, contant une histoire d'amour et de transmission.

Le film sait faire naître l'envie de suivre des personnages humbles (le grand-père et la petite fille) de connaître les raisons des uns et des autres pour se mettre en route avec tant de détermination. Suivre ces récits fabuleux qui naissent de la rencontre, rappelle évidemment la structure du conte oriental. L'étrangeté n'est plus la base d'une peur ou d'une angoisse, mais un fil magique qui tisse la toile du désir entre les êtres. Cette histoire du prince qui contempla son âme est faite d'éléments vrais, mais cela n'a aucune importance. Nous suivons la voie incertaine et pleine de surprises des chercheurs en sérénité, en allégresse, en profondeur d'âmes. Point d'agitation physique, car *Baba'ziz*... est un film où l'état psychique est le seul qui importe. Ce film rend désirant, nous transmet des sensations qui contribuent à aiguiser les sens: le pied léger d'une femme, ces pas qu'on entend et qu'on interroge, les sensations éphémères qui remplissent l'âme désirante de l'homme. **H.H.**

Éric Mie

un chansonnier anarcomicotragik

APRÈS QUINZE ANS de tournée et deux albums avec le duo Lobo & Mie, Éric Mie sort un CD solo de 14 titres: *Dépareillé*. Un journal intime tragicomique teinté d'humeurs et d'humour très noirs.

Après une scolarité peu reluisante, le Lorrain Éric Grandemange, un CAP de tailleur de pierre en poche, a été ouvrier à la chaîne chez SEB. « C'était pas si bien que ça », avoue-t-il. Alors,. réalisant qu'il ne savait rien faire d'autre que l'artiste, il a laissé la place à Éric Mie pour conduire sa vie. Excellente décision.

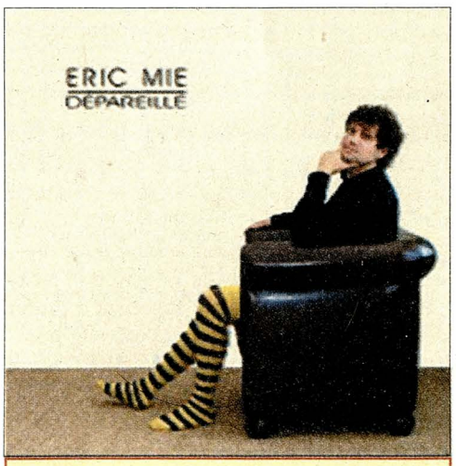
Auteur, compositeur, interprète, mais aussi comédien, poète et dessinateur, Éric Mie a des atomes crochus avec les vieux chansonniers de Montmartre, en particulier avec Jean Richepin auquel il a consacré un CD en 2003.

Parti de rien et partant vers tout, l'ex-cancre a eu pour éducateurs Henri Tachan, Jacques Brel, Hubert-Félix Thiefaine, Gaston Couté, Georges Brassens, Patrick Font, Michèle Bernard, Anne Sylvestre, Sonic Youth... et des types de la trempe de ce poilu anonyme de 14-18 qui a écrit *La Chanson de Craonne*. Ancien rédacteur et illustrateur du fanzine *L'Encre noire*, édité jadis par le groupe Jean-Roger Caussimon (FA de Nancy), Éric Mie ne cache pas sa couleur. Il la dilue subtilement dans des chansons comme *La Gégène* (dédiée à Maurice P.), *Si tu veux te changer en gomme* (dédiée à Nicolas S.) ou durant les cinquante-cinq secondes de boîte à musique offertes À la mémoire des vaincus... « Vive la Commune! » s'exclame alors sur le livret une demoiselle fort dévêtue hormis ses jolis bas rayés. Rayés comme les bas portés par Mie lui-même sur la pochette du CD. Cet amateur de Guinness et d'absinthe, lapin noir en goguette, a également à son actif un spectacle sur la vie et les poésies de Louise Michel, sa « maîtresse ».

Chraz le trouve gentil, beau et intelligent. Il aurait pu ajouter tendre et grinçant. Enchaînant des atmosphères musicales variées, Éric Mie égratigne la connerie, passe d'une valse pacifiste à une berceuse attendrie (il est papa...), chante la complexité de la vie, explore l'humanité du plus jeune âge jusqu'à la vieillesse avec, parfois, un humour vache qui amuserait Agnès Bihl.

Paco

Éric Mie, Dépareillé, Propergol & Babœup productions.



Éric Mie sera en concert le 18 novembre à la salle du Prieuré de Longwy (à 16h30), le 24 novembre au Rout'Art de Contrexeville (à 20h30), le 15 février à Tours, le 16 février à la Guinguette Pirate de Paris.

Plus d'infos http://www.ericmie.com

Le Culte de la charogne
Albert Libertad

INTÉRESSANTE INITIATIVE que celle des éditions Agone[1] qui viennent de rééditer *Le Culte de la charogne, Anarchisme, un état de révolution permanente* (1897-1908), d'Albert Libertad, ouvrage qui nous restitue avec sincérité et lucidité le compagnon Libertad, celui qui fut de tous les combats pour la liberté et l'anarchie.

« Tu te plains de la police, de l'armée, de la justice, des prisons, des lois, du gouvernement, des spéculateurs, des patrons, des proprios, des salaires, du chômage, des impôts, des rentiers, de la cherté des vivres et des loyers, des longues journées d'usine, de la maigre pitance, des privations sans nombre et de la masse infinie des iniquités sociales.

Tu te plains, mais tu veux le maintien du système où tu végètes. Tu te révoltes parfois, mais pour recommencer toujours. Tu es l'électeur, le votard, celui qui accepte ce qui est; celui qui, par le bulletin de vote, sanctionne toutes ses misères; celui qui, en votant, consacre toutes ses servitudes. De quoi te plains-tu ? »

Ce recueil propose la lecture de textes au vitriol animés d'un souffle et d'une passion rare et ouvre des perspectives de luttes sociales refusant les conformismes qui dominent la vie quotidienne.

« Par-dessus tous mes désirs, j'ai celui de vous voir secouer votre résignation dans un réveil terrible de vie.

Vivons! La résignation, c'est la mort. la révolte, c'est la vie. » En ces temps de conformisme et de médiocrité *Le Culte de la charogne* se veut une bouffée d'oxygène.

À consommer sans modération!

Clément Ducal
Groupe Nada

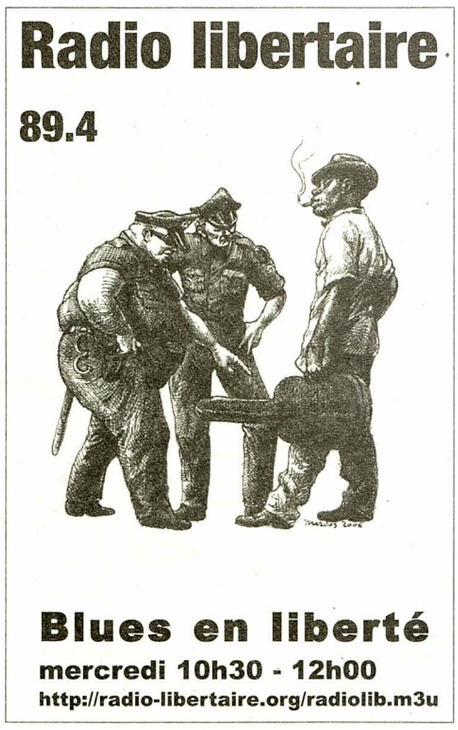
Nouvelle édition revue et augmentée. Préface d'Alain Accardo. Postface de Gaetano Manfredonia 512 pages. 25 euros. En vente à Publico.

1. Éditions Agone, BP 70072, 13192 Marseille Cedex 20.

Blues en liberté
aux 25 ans de Radio libertaire

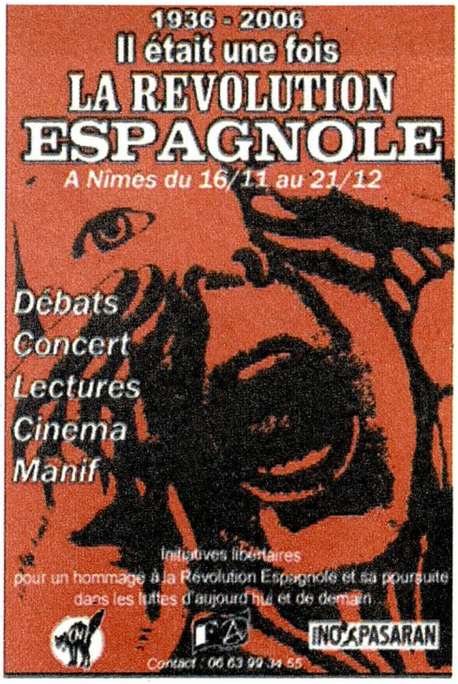
RADIO LIBERTAIRE fête ses 25 ans le week-end prochain (en fait c'est en fin de semaine le samedi 18 et le dimanche 19). Je ne vous dirai que la vérité! Rue Robert-Planquette on ne passait que de la chanson française pour alterner avec les émissions de propagande anarchiste. Chacun et chacune apprenait à causer devant le micro. Pour ma part j'essayais, humblement, de ne pas trop bafouiller. Quand nous avons été rue Berthe (nommée entre-temps rue André-Barsacq) et que l'obligation d'émettre 24 heures sur 24 était le sine qua non, il y a eu des blancs à remplir. D'ou l'apparition des émissions musicales, tout d'abord *Folk à lier, Jazz en liberté* et d'autres. Gérard Terronès, au-delà du jazz, fit des émissions sur le blues qu'il nommait Blues en liberté en parallèle avec ce qu'il faisait sur le jazz. Le « bégayeur fou du blues » (mézigue) pour sa part jouait au pousse-disque quand le besoin s'en faisait sentir. C'est-à-dire quand il y avait un « blanc » entre deux émissions, j'arrivais avec mon sac à dos plein de disques vinyles. C'était la plupart du temps du blues. J'improvisais des trucs genre « Les Rolling Stones et le blues » (un grand succès) ou « Tout ce que vous voudriez savoir sur le blues ». Et... comment cela est-il arrivé? Je ne sais plus, faudrait demander à Gérard. Bref j'ai eu en charge l'émission *Blues en liberté*. Tout sur le blues, des années vingt à maintenant, en passant par le blues anglais, le blues à l'accordéon et ce qui se passe maintenant, on a toujours essayé de faire le tour. En ce début du XXIe siècle les choses évoluent, entre les rééditions de blues des années passées et la scène actuelle, il faut bien de faire le joint. Trêve de blablaba, tous et toutes rendez-vous au stand de *Jazz en liberté/Blues en liberté* à la fête des 25 ans de Radio libertaire. Où ça ? À la salle Olympe-de-Gouges, 15, rue Merlin, Paris 11e.

Thierry Porré
Émission Blues en liberté de Radio libertaire



Il était une fois...
la révolution espagnole

Les Rencontres sociales et libertaires CNT – FA – NO PASARAN



A Nîmes du 16 novembre au 21 décembre.
Initiatives libertaires pour un hommage à la révolution espagnole et sa poursuite dans les luttes aujourd'hui et demain.
Débats, concert, lectures, cinéma et manif

Jeudi 16 novembre à 20 heures: « Soixante-dix ans plus tard, l'autogestion révolutionnaire en Espagne ». Conférence-débat avec Franck Mintz, historien et auteur de *L'Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire*, 1970, et *Autogestion et anarcho-syndicalisme* (analyse et critiques sur l'Espagne 1931-1990), Paris, éd. CNT-RP, 1999.

Franck Mintz nous parlera de l'histoire de la révolution espagnole de 1936 à 1939 et des circonstances culturelles et sociopolitiques qui permirent aux idées de l'AIT de s'enraciner dans des familles ouvrières et paysannes dans la plupart des régions d'Espagne dès 1870. Influencée par le syndicalisme révolutionnaire de la CGT française, la CNT donnera aux travailleurs de la base des instruments de lutte pour défendre ses intérêts et acquérir et maintenir une conscience pour une transformation de la société, la destruction du capitalisme. Ces outils de lutte sont l'action directe, le refus de l'intervention de l'État pour régler les problèmes entre patrons et travailleurs. Pourquoi le modèle français a-t-il réussi en Espagne et échoué en France?

Projection d'affiches de l'Espagne de 36-39, au Centre Pablo-Neruda, rue du Cirque-Romain, salle de l'auditorium.

∏ Jeudi 23 novembre à 20 heures: conférence-débat. Exil espagnol – politiques d'immigrations, ou comment le droit d'asile s'est réduit à peau de chagrin.

Olivier Roux interviendra sur l'« accueil » en France des exilés espagnols. Jean-Paul Nunez décrira l'évolution des politiques d'immigration vers une situation du tout-répressif et fera état des centres de rétention actuels. Nous terminerons sur des perspectives de lutte contre le centre de rétention dont la construction est prévue à Nîmes dans les prochains mois, au Centre Pablo-Neruda, rue du Cirque-Romain, salle de l'auditorium.

Mercredi 29 novembre à 20 heures, cinéma: pour la première fois à Nîmes, projection du dernier film de Pierre Carles, *Ni vieux ni traîtres*.

La lutte antifranquiste dans les années d'exil. Projection suivie d'un débat avec le réalisateur qui nous fait le plaisir de présenter son travail.

Une participation aux frais vous sera proposée, au Centre Pablo-Neruda, rue du Cirque-Romain, salle de l'auditorium.

∏ Samedi 2 décembre à 14 heures, rassemblement place Montcalm. Hier comme aujourd'hui: liberté de circulation! Liberté d'installation! Nous sommes tous des enfants d'immigrés: crions notre solidarité avec les sans-papiers.

∏ Lundi 11 décembre à 20 heures, débat: « L'autogestion, passé et présent et pour un autre futur ».

Depuis les collectivités et industries autogérées de l'Espagne de 1936-1939 jusqu'aux actuels villages et zones d'autonomie temporaire, en passant par les squats, le Chiapas et les réappropriations d'usines (Argentine, Lip): un petit tour d'horizon des différentes formes que peut prendre l'autogestion. Quelle est la vitalité de ce mode de fonctionnement? Comment assurer la propagation de cette pratique révolutionnaire? Au Mille Feuilles, 12, rue Saint-Mathieu.

Lundi 18 décembre à 20 heures, cinéma: retour sur le Vaaag, village autogéré a0ntiautoritaire et antiguerre.

À la suite de la soirée sur l'autogestion, projection du film *A l'épreuve du réel* retraçant l'expérience du Vaaag qui s'est tenu à l'occasion du G8 à Évian en 2003. Le film sera suivi de témoignages de personnes ayant fait vivre ce village (si vous y étiez, venez nous raconter votre Vaaag) et d'un débat autour de cet événement, au Mille Feuilles, 12, rue Saint-Mathieu.

Samedi 21 décembre à partir de 20 heures au Périscope (sous réserve):

Concert avec Dr Benway — coldwave

Sfumato — jazz folk

Lecture de témoignages sur la révolution espagnole sur un air de clarinette

Les barbus de Zaragraph

Danskala — reggae-ska old school (Villefranche-69)

Prestation de la chorale Durruti lors des changements de plateau.

Radio libertaire

Jeudi 16 novembre

De rimes et de notes à 12 heures : Actualité de la chanson et du spectacle. Invitées : L., jeune chanteuse découverte au gala de soutien de Chant'Essonne (les 13, 14, 15 novembre à l'Européen, en 1re partie de BAB'X, et le 22 novembre aux Étoiles) ; Natacha Ezdra, pour la sortie de son nouvel album et pour son spectacle (le 20 novembre au Vingtième Théâtre).

Radio cartable à 14 heures : La radio des enfants. Émission réalisée par les élèves des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Vendredi 17 novembre

Place aux fous à 13 heures : Philosophie & musique. Disciplines de l'indiscipline. Invité : The Spectrometers. Nico, E. Tessier & O. Pascault reçoivent cet objet musical non identifié qu'est The Spectrometers - une musique à base électronique, étrange et onirique, traversée d'éclairs feutrés de guitares. Nous ne sommes pas loin des Residents dans l'inventivité.

Offensive à 21 heures : *L'Éprouvette*. Entretien avec Jean-Christophe Menu, auteur de bande dessinée. Il sera évoqué, entre autres, le pourquoi du comment de l'*Éprouvette*, revue critique consacrée à la bande dessinée, éditée par L'Association de janvier 2006 à janvier 2007. Son format est de 15 x 22 cm, et elle contient plusieurs centaines de pages.

Ca booste sous les pavés à 22 h 30 : Musiques, reportages, actus… Les invités de Squale seront aujourd'hui la chanteuse Katel, ainsi que Mano Solo.

Émission spéciale à 00 h 30 : Léo 38 de night. De 22 h 30 au matin, « Ca booste » + « Léo 38 » en forme, lord Zeljko en guest star très revival… Libertaire 80. Une bonne préparation physique pour le week-end marathon des 25 ans de votre radio préférée ! (samedi et dimanche à la salle Olympe-de-Gouges).

Samedi 18 novembre

Chroniques rebelles à 13 h 30 : Débats, dossiers, rencontres… Chroniques rebelles au cinéma, autour du film *Banlieues : sous le feu des médias*, documentaire réalisé par Christophe-Emmanuel Del Debbio (Production et diffusion : Clap 36 / www.clap36.net). En présence du réalisateur et de Clap 36.

Dimanche 19 novembre

Ni maître ni dieu à 10 heures : Libres penseurs. Dépêches d'actualités - Opus Dei.

Émission spéciale à 10 heures : Pas de quartiers. En direct de la fête de Radio Libertaire, *Pas de quartiers* recevra, de 10 heures à 10 h 45, Claude Jacquin (coauteur) et Marc Silberstein (Éditions Syllepse), à propos du livre *Supprimer les licenciements*, réquisitoire incontournable contre les perversités patronales et proposition d'une solution intéressante à ce problème…

Folk à lier à 12 heures : Musiques traditionnelles. Spécial 25 ans de Radio Libertaire, en direct de l'espace Olympe-de-Gouges (animé par Serge et Thierry). De 12 h 30 à 13 h 15, concert en direct avec Michel Guyader & Laurence Le Gouac, précédé d'une interview.

Lundi 20 novembre

Lundi matin à 11 heures : Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

Les partageux de la Commune à 13 h 30 : L'histoire de la Commune. Boulanger, Dreyfus, républicains.

Ca urge au bout de la scène à 21 heures : Magazine de la chanson vivante. Les invités des Bernard : Coline Malice et Jean-Guy Coulanges.

De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22 h 30 : Humour et humeur noirs. Revue de presse politiquement incorrecte… Avec le professeur Dupont d'Isigny, le Marie de Jeanne, Lorenzo, Cédric de la Trique, de l'Ordre des Carmélites Pentus.

Mardi 21 novembre

Paroles d'associations à 19 h 30 : Magazine de la vie associative et culturelle. Sylvie reçoit en direct Jean-Pierre Thorn pour son film *Allez Yallah*.

Pas de quartiers… à 18 heures : Émission aimablement destinée aux sujets qui fâchent et aux gens pas d'accord avec ce qu'on nous serine. *Pas de quartiers* reçoit des militants de RESF (Réseau éducation-sans frontières). Histoire, méthodes et luttes en cours… Tous à vos postes à germanium !

Jazz en liberté à 22 h 30 : Free jazz et musiques improvisées. Autour de quelques saxophonistes altos… Par Gérard Terronès.

Mercredi 22 novembre

Blues en liberté à 10 h 30 : Émission musicale blues. Bagneux blues night. Tout le programme !

Le manège à 14 heures : Littérature & cinéma. Salon du livre et de la presse jeunesse à Montreuil, avec David Merveille, auteur-illustrateur de *Jacquot de M. Hulot* (éditions du Rouergue) et plein d'autres surprises… Par Boris Beyssi ; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Léo 38 à 16 heures : À l'heure du goûter Reggae et autres, avec Shanti D., Papa Laurent et Papa Frédéric… Lève ton doigt en l'air, Libertaire !

Ras les murs à 20 h 30 : Actualités des luttes de prisonniers. Jeannette Favre, assistante sociale, viendra nous parler de son livre *En prison, récits de vie*. Elle sera accompagnée par Jean-Luc Bouillard, psychologue, qui anime des groupes de parole en prison.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

La librairie du *Monde Libertaire* sera fermée le samedi 18 Novembre...mais sera présente les 18 et 19 Novembre à la salle Olympe de Gouges, 15, rue Merlin, Paris 11e, métro Voltaire ou Père-Lachaise, pour la fête des 25 ans de Radio Libertaire !

Jeudi 16 novembre

Paris 20e

Concert de Fred Alpi à 20 heures, au « 96 », 96, boulevard de Charonne.

Nîmes

Conférence-débat avec Franck Mintz, historien et auteur, sur la révolution espagnole de 1936 à 1939 et des circonstances culturelles et socio-politiques qui permirent aux idées de l'AIT de s'enraciner dans des familles ouvrières et paysannes dans la plupart des régions d'Espagne dès 1870, à 20 heures, au Centre Pablo-Neruda, rue du Cirque-Romain, salle de l'auditorium.

Vendredi 17 novembre

Besançon (25)

Présentation du journal *Le Jouet enragé* et débat autour de la situation en Bolivie (luttes du gaz, élections). Rendez-vous à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz, à 20h30.

Saint-Denis (93)

Le groupe Henry Poulaille et la Société de défense des laïques reçoivent *Charlie Hebdo* en procès, avec le dessinateur Charb. Le droit au blasphème avec Marc Silberstein, Épistémologue et animateur des Éditions Syllepse, à 19h30 à la Bourse du Travail, 9, rue Génin (métro ligne 13 station Porte-de-Paris)

Limoges

Projection de *Buenaventura Durruti, anarchiste*, de Jean-Louis Comolli, en sa présence, à 20 heures, au cinéma Le Lido, au 3, avenue du Général-de-Gaulle. Entrée : 4,50 euros.

Laon (02)

Concert de Fred Alpi à 20 heures, à L'Euro, 39, rue Saint-Jean.

Samedi 18 novembre

Bordeaux

Espagne 36 : rencontre avec les giménologues, présentation et débat autour du livre *Les Fils de la nuit : souvenirs de la guerre d'Espagne*, d' Antoine Gimenez, en présence des giménologues, projections commentées de films d'époque sur la révolution et le front d'Aragon, expo de peintures et de photos, apéro chantant avec la chorale Le Cri du peuple, repas, à 16 heures, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

Paris 20e

Dans le cadre du 25e anniversaire de Radio Libertaire et du 70e anniversaire de la révolution espagnole, le samedi 18 novembre de 14h à 19h30 se déroulera une projection de films, de documentaires et de fiction en hommage à l'Espagne antifasciste de 1936 à 1975, à l'Espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades.

Clermont-Ferrand

Le réseau Pétale skat au Raymond's avec sa tournée « Tour de pétales (végétalizez votre moteur) », projection, discussion, au Raymond's bar, 77, avenue Édouard-Michelin.

Mâcon (71)

Conférence-débat avec David Rappe, syndicaliste sur le thème « La charte d'Amiens a 100 ans, 100 ans de syndicalisme, quelles propositions pour aujourd'hui ? » à 17 heures, salle Gambetta (n° 3), 25, rue Gambetta. Organisée par le groupe la Vache noire, de la F.A., et le groupe libertaire mâconnais.

Limoges

Projection de *Diego* de Frédéric Goldbronn et de Casas Viejas-El Grito del Sur de Basilio Martin Patino, suivi de La Canaille du Midi (chorale de Toulouse), Benoît et Marie, accompagnés par Patrice, qui chantent l'Espagne révolutionnaire, puis d'une lecture de textes sur la révolution espagnole par Alberto Fernandez et Sylvie Nivard, et d'un débat animé par Franck Mintz : Espagne 36, l'autogestion révolutionnaire, au Théâtre Expression 7, 20, rue de la Réforme. Entrée libre.

Paris 13e

Journée nationale de mobilisation contre la loi de prévention de la délinquance à l'appel du Collectif national unitaire de résistance à la délation. Rendez-vous à 13 heures, place d'Italie.

Dimanche 19 novembre

Grenoble

Avant-première de *NanoVent*, pièce de théâtre nanotechnologique (soirée d'information et de soutien), à 19 heures, à l'Adaep, 163, cours Berriat.

Lundi 20 novembre

Grenoble

Procès de deux manifestants jugés pour avoir, la veille de l'inauguration de Minatec, « n'étant pas porteurs d'une arme, participé volontairement à un attroupement après les sommations de dispersion », au palais de justice de Grenoble (quartier Europôle). Tisanes, fruits, tables de presse, musique, etc.

Paris 3e

Journée de solidarité avec le peuple d'Oaxaca en lutte. Manifestation à 18h30 sur le parvis de Beaubourg.

Dijon

Mexique : solidarité face à la répression à Oaxaca, rassemblement et manifestation, 17 heures, devant le consulat honoraire du Mexique, 11 bis, cours Général-de-Gaulle.

Radio Libertaire

fête ses 89.4 25 ans.

HALTE AUX POLITICIENS

CARTE D'AUDITEUR
20 EUROS

DEPUIS 25 ANS RADIO LIBERTAIRE
COMBAT LES NUISANSES DES POLITICIENS.

2 journées de Rencontres, Débats, Concerts, Poésies, Slam, Bruits & Diatribes diverses
Tables de presse, Restauration, Buvette - Entrée à prix libre
Samedi 18 et Dimanche 19 novembre de 10h00 à 19h00
Salle Olympe de Gouge 15 rue Merlin, Paris 11°, métro Voltaire
Contact : radio-libertaire@federation-anarchiste.org

Radio Libertaire - 145 rue Amelot - 75011 Paris